

RESULTATS DE
L'ENQUETE
APPROFONDIE SUR LA
SECURITE
ALIMENTAIRE ET LA
VULNERABILITE DES
MENAGES RURAUX

République de
GUINEE-BISSAU



Mars 2011



World Food Programme

EVALUATION APPROFONDIE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA VULNERABILITE DES MENAGES RURAUX EN GUINEE BISSAU

Données recueillies du 09 Novembre 2010 au 08 Décembre 2010.

Rapport publié en Mars 2011.

Rapport écrit par Koffi Akakpo avec l'appui de Damieta Mendes, Bessa Victor Silva.

Composition de l'équipe de conception et de coordination de la collecte des données

Pembe LERO Programme Alimentaire Mondiale – RDC Pembe.Lero@wfp.org

Damieta MENDES Programme Alimentaire Mondiale – Bureau de pays (Bissau) Damieta.Mendes@wfp.org

Bessa Victor SILVA Institut National de la Statistique de Guinée Bissau bessa_vitor@yahoo.fr

© Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Pour plus d'informations, contacter:

Carlos Mendes Costa, Directeur de l'INE (Institut National de la Statistique), cameco63@hotmail.com

Bessa Victor Silva, Directeur de la Statistique Démographique et Sociale bessa_vitor@yahoo.fr

Pedro Figueiredo, Directeur de pays, PAM Guinée-Bissau, pedro.figueiredo@wfp.org,

Damieta Mendes, PAM Guinée-Bissau, damieta.mendes@wfp.org

Jacqueline Diambomba, PAM Guinée-Bissau, jacqueline.diambomba@wfp.org

Koffi Akakpo, Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, koffi.akakpo@wfp.org;

Naouar Labidi, Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, naouar.labidi@wfp.org

Siège social du PAM, Rome, Italie

Arif Husain, Conseiller principal pour les programmes

Arif.Husain@wfp.org

Claudia Ahpoe, Conseillère principale pour les évaluations de sécurité alimentaire

Claudia.Ahpoe@wfp.org

LISTE DES ACRONYMES

APD:	Aide Publique au développement
ART:	Traitement antirétroviral
BAD:	Banque Africaine de Développement
BCEAO:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS:	Comité Inter états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CNC :	Commission Nationale de Cajou
CSAO:	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
DGEP:	Direction Générale des Ponts et routes
DYNAFIV:	Dynamisation des Filières Vivrières
EPCA:	Emergency Post Conflict Assistance
FAO :	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>)
FMI:	Fonds Monétaire International
FSM :	Système de suivi de la sécurité alimentaire (<i>Food Security Monitoring</i>)
IDH :	Indice de Développement Humain
ILAP:	Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté
INE:	Institut National de la Statistique
MADR :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MAG :	Malnutrition Aiguë Globale
MCG :	Malnutrition Chronique Globale
MICS:	Multiple Indicators Clusters Survey
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
P4P:	Achats pour le progrès
PAM :	Programme Alimentaire Mondiale des Nations Unies
PDA:	Personal Digital Assistance
PIB :	Produit Intérieur Brut
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRESAR:	Projet de Réhabilitation du Secteur Rural et Agricole
PVVIH:	Personnes vivant avec le VIH SIDA
RESEN:	Rapport d'Etat sur le Système Educatif National
SAB :	Secteur Autonome de Bissau
SCA:	Score de Consommation Alimentaire
SMART :	Crise (<i>Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition</i>)
UNAIDS:	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
VIH /SIDA:	Virus de l'Immunodéficience humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise
ZD:	Zones de Dénombrement

SOMMAIRE

1	RESUME EXECUTIF	7
2	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	16
3	VUE D'ENSEMBLE SUR LES INDICATEURS MACRO ECONOMIQUES	18
3.1	Population	18
3.2	Economie	19
3.3	Education	21
3.4	Accès à l'eau potable	24
3.5	Pauvreté	25
3.6	Santé et nutrition	26
4	DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET PRIX	28
4.1	Production agricole	28
4.1.1	Principales zones de culture et calendrier agricole	28
4.1.2	Evolution du bilan céréalier	29
4.1.2.1	Le riz	31
4.1.2.2	Les céréales sèches	31
4.1.3	Les cultures de rente	32
4.1.3.1	La noix de cajou	32
4.1.3.2	L'arachide	33
4.1.3.3	L'huile de palme	33
4.2	Structure des marchés et flux	34
4.2.1	Le flux des denrées alimentaires sur les différents marchés.	34
4.2.2	Structure et intégration des marchés, facteurs de fluctuation des prix	35
4.3	Evolution du prix du riz importé	37
4.4	Des termes de l'échange cajou/riz et huile de palme/riz volatiles et en dégradation	38
5	METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	40
5.1	Objectifs de l'enquête	40
5.2	Concepts et définitions	40
5.3	Echantillonnage	41
5.4	Collecte et contrôle des données	42

5.5	Analyse des données	42
5.6	Limites de l'étude	43
6	Consommation alimentaire des ménages et insécurité alimentaire	44
7	Caractéristiques socio démographiques des ménages en insécurité alimentaire	50
8	Distribution de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance	51
9	Accès alimentaire des ménages et insécurité alimentaire	53
9.1.1	Sources d'approvisionnement des ménages et saisonnalité	53
9.1.2	Sources de provenance du riz consommé par les ménages	55
9.1.3	Dépenses des ménages	56
9.1.4	Pauvreté selon l'indice de richesse et insécurité alimentaire	57
9.1.5	Stratégies de survie	60
10	FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE EN GUINEE BISSAU	61
11	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	65
12	ANNEXE	68
13	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	80

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:	Répartition de la population par région	18
Tableau 4:	Evolution de l'incidence de pauvreté en Guinée Bissau	25
Tableau 5:	Taux de pauvreté et nombre de pauvres par région	26
Tableau 6:	Evolution du taux de malnutrition aiguë et chronique	27
Tableau 7:	Cartographie des marchés en Guinée Bissau.	34
Tableau 8:	Répartition de l'échantillon par région	42
Tableau 9:	Groupes d'aliments et poids dans le calcul du score de consommation alimentaire	45
Tableau 10:	Seuils du score de consommation alimentaire	45
Tableau 11:	Répartition des ménages suivant les classes de consommation alimentaire par région	46
Tableau 12:	Répartition des ménages suivant le niveau d'insécurité alimentaire et la région	47
Tableau 13:	Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments selon le niveau d'insécurité alimentaire	49
Tableau 14:	Tableau de synthèse sur les caractéristiques socio économique des ménages	59
Tableau 15:	Stratégies de survie développées par les ménages	60
Tableau 16:	Matrice de validation du score de consommation alimentaire comme proxy de l'insécurité alimentaire	69
Tableau 17:	Evolution des exportations de cajou non transformé en tonnes	71
Tableau 18:	Répartition du Taux Brut de Scolarisation par région, par niveau et par sexe (2009/2010)	72
Tableau 19:	Groupes de moyens de subsistance et insécurité alimentaire	73

Tableau 20: Distribution des groupes de moyens de subsistance suivant les régions _____	73
Tableau 21: Stratégies développés par les ménages au cours des 30 derniers précédant l'enquête par région _____	74
Tableau 22: Population en insécurité alimentaire en milieu rural selon les régions _____	74
Tableau 23: Chocs et insécurité alimentaire (% de ménages affectés par les différent chocs) _____	75
Tableau 24: Principaux chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers mois par région _____	76
Tableau 25: Distribution des terciles d'indice de richesse selon les régions _____	77
Tableau 26: Distribution des terciles d'indice de richesse selon les groupes de moyens de subsistance _____	77
Tableau 27: Répartition des dépenses selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages _____	79

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Répartition du PIB _____	20
Graphique 2: Evolution du PIB réel _____	20
Graphique 3: Raison des abandons scolaires _____	22
Graphique 4: Taux brut de scolarisation par région (2009/2010) _____	23
Graphique 5: % de ménages qui ont accès à l'eau potable par région _____	24
Graphique 6: Calendrier agricole de la Guinée Bissau _____	29
Graphique 7: Evolution du bilan et de la production céréalière en Guinée Bissau, répartition de la production céréalière en 2010 _____	30
Graphique 8: Evolution des exportations de cajou _____	32
Graphique 9: Evolution du prix nominal du kg de riz importé à Bissau _____	37
Graphique 10: Evolution des termes de l'échanges cajou/riz et huile de palme riz _____	38
Graphique 11: Distribution de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance _____	51
Graphique 12: Dépendance des marchés et saisonnalité selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages _____	54
Graphique 13: Dépendance des marchés et saisonnalité selon les groupes de moyens de subsistance _____	54
Graphique 14: Sources de provenance du riz consommé au cours des 7 derniers jours _____	55
Graphique 15: Répartition des dépenses des ménages _____	56
Graphique 16: Pauvreté et insécurité alimentaire _____	58
Graphique 17: Chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers jours _____	64
Graphique 18: Répartition des ménages suivant l'indice de richesse par région _____	79

LISTE DES CARTES

Carte 1: Principales zones de culture de la Guinée Bissau _____	28
Carte 2: Distribution de l'insécurité alimentaire sévère et modérée par région _____	48
Carte 3: Distribution géographique de l'indice de richesse (% de ménages dans le 1 ^{er} terciles par région) _____	78

1 RESUME EXECUTIF

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Malgré un potentiel économique considérable, la Guinée Bissau peine à décoller. La croissance économique est structurellement faible et lente avec des épisodes inflationnistes avec comme conséquence une dégradation continue des conditions de vie. Le pays est classé 164^{ème} sur 169 selon l'indice du développement humain du PNUD en 2010. Les données disponibles montrent que la pauvreté touche 64.7% de la population soit 1.181.641 personnes avec moins de deux dollars par jour et 20.8% vivent dans l'extrême pauvreté avec moins d'un dollar par jour¹. La population totale est estimée à 1.520.830 habitants selon le recensement de 2009 avec de grandes disparités régionales (Bissau compte environ 25% de la population). Le taux de croissance démographique est estimé à 2.45% et la population est essentiellement jeune. Parallèlement, le pays enregistre un taux d'urbanisation rapide passant de 18% en 1991 à 30% en 2010 avec pour conséquence une accélération de l'exode rural, et une augmentation de la demande en biens et services de base dans les villes.

L'instabilité politique chronique qui caractérise le pays depuis plus d'une décennie a largement contribué à ce déclin et constitue le principal risque pour son développement. Elle se caractérise par des coups d'états périodiques, la violence politique qui ont déstabilisé les institutions, annihilé les efforts de bonne gouvernance, détérioré les conditions sécuritaires avec un impact désastreux sur le plan social et économique. La situation socio économique et les progrès réalisés dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures sont insuffisants. La quasi-totalité des routes ne sont pas goudronnées et sont inutilisables pendant la période des pluies. En dépit d'une amélioration constatée par rapport à certains indicateurs sociaux, le pays reste à la traîne par rapport aux autres pays de la sous région.

Le taux d'alphabétisation des adultes est de seulement 51%. Selon les résultats de l'enquête MICS de 2010, le taux de scolarisation des enfants est de 65 pour cent seulement. Environ 6 enfants sur dix ne finissent pas le cycle primaire et le taux d'assiduité est très faible. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans se situe à 155 pour mille. Le taux de mortalité infanto juvénile est estimé à 158 pour mille et s'élève à 179 pour mille en milieu rural contre 120 pour mille en milieu urbain. Quant au taux de mortalité infantile, il est estimé à 103 pour mille et 113 pour mille en milieu rural et 85 pour mille en milieu urbain². Seulement 38% de la population a accès aux services de santé et l'accès des plus pauvres est particulièrement précaire. Les données disponibles sur la situation nutritionnelle qui datent de 2008 indiquent un taux de malnutrition aiguë global des moins de 5 ans de 5.6% variant de 6.8% dans les régions de l'est, 5.7% dans le nord, 3.8% dans le sud et 1.9% à Bissau³. Le taux de prévalence du VIH est estimé à 2.8% en 2009, et environ 6.000 PVVIH auraient besoin d'un traitement ART et approximativement 40.5% des PVVIH sont co-infectées avec la tuberculose⁴.

L'économie Bissau guinéenne reste extrêmement peu diversifiée et est largement dominée par l'agriculture, notamment la production de cajou et constitue le premier secteur d'activité du pays avec 62% du PIB et occupe 95% de la population⁵. La Guinée Bissau est l'un des plus importants pays exportateurs de cajou non transformé au

¹ Small Poverty Assessment (1996))

² MICS 2010 (Résultats preliminaries)

³ UNICEF 2008, SMART

⁴ UNAIDS

⁵ African Economy Outlook

monde et sert de principale source de revenu pour une grande partie de la population. La filière est confrontée à plusieurs problèmes structurels exacerbés par l'instabilité politique qui affectent les revenus des producteurs. Outre la production de cajou qui représente 98% des exportations totales du pays, le pays produit également le riz et d'autres céréales, les fruits, le poisson, le bétail, l'huile de palme. Après des années de stagnation économique avec un taux de croissance économique d'à peine 1.2% entre 2006 et 2007, le pays a retrouvé un taux de croissance modéré de 3.2% en moyenne entre 2008 et 2009 et les projections tablent sur une progression de 3.4% en 2010 et 4% en 2011 (African Economy Outlook) mais l'effet cumulé des différents chocs va continuer par négativement affecter les conditions de vie des ménages les plus vulnérables..

Depuis 2006, le pays a enregistré des chocs économiques majeurs, notamment la baisse successive des revenus des producteurs de cajou (2006, 2007), la crise alimentaire de 2008, la crise économique et financière mondiale de 2009 qui a considérablement réduit les transferts d'argent des migrants et les événements politiques de 2009 qui ont négativement affecté la sécurité alimentaire des ménages surtout les plus pauvres.

Très peu d'informations sont disponibles pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Cette situation a conduit le Programme Alimentaire Mondial en collaboration avec le gouvernement Bissau Guinéen et ses partenaires à conduire une enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages ruraux.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'objectif général de cette étude est d'actualiser les informations sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Guinée Bissau en vue de réviser et d'adapter les options de réponse les mieux appropriées pour lutter contre l'insécurité alimentaire en particulier des couches les plus vulnérables.

Pour cette enquête, l'INE (Institut National de Statistique de la Guinée Bissau) a adopté une méthodologie d'échantillonnage probabiliste stratifiée à deux degrés. Au premier degré, 204 ZD ont été tirées représentant ainsi un échantillon de 15% de l'ensemble des ZD du milieu rural. Les ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle à la taille de chaque région. Au premier degré, les ZD ont été tirées de façon systématique et au second degré 16 ménages ont été également tirés de façon systématique dans chaque ZD. Cette méthodologie permet de générer un échantillon auto pondéré représentatif du milieu rural de chaque région et sur le plan national. La taille totale de l'échantillon est de 3264 ménages répartis dans les huit régions du pays. La collecte des données sur le terrain s'est déroulée du 09 Novembre 2010 au 08 décembre 2010. L'analyse de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Guinée Bissau dans le cadre de cette enquête est fondée sur l'approche méthodologique du PAM basée sur le calcul, l'interprétation et la validation du score de consommation alimentaire des ménages au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête. Elle stipule qu'il existe un fondement théorique suffisant pour assimiler une faible consommation alimentaire des ménages en termes de fréquence et de diversité du régime alimentaire à une insécurité alimentaire courante⁶. L'approche dérive du cadre conceptuel de la sécurité alimentaire qui définit la sécurité alimentaire comme suit : **«La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active⁷»**.

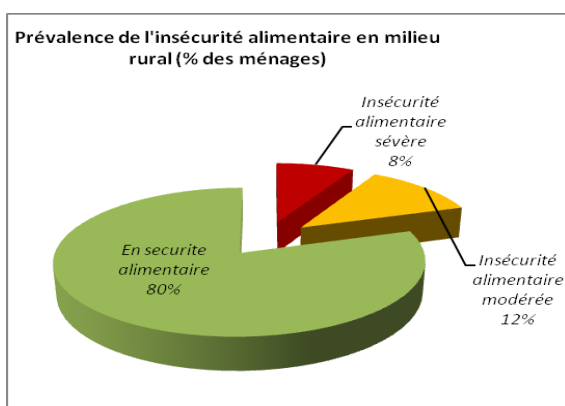
⁶Pour plus d'information sur la méthodologie : http://vam.wfp.org/MATERIAL/FCS_Guidance

⁷ Sommet mondial pour l'alimentation de 1996

LIMITES DE L'ENQUETE

L'enquête est représentative uniquement du milieu rural. De plus, la période pendant laquelle les données ont été collectées correspond à celle des récoltes de céréales où les disponibilités alimentaires à l'intérieur des ménages sont généralement meilleures. La méthodologie d'échantillonnage utilisée peut également conduire à de faibles effectifs dans les régions très peu peuplées et à une sur représentation dans celles les plus peuplées mais il semble que ce biais soit minimisé parce qu'un nombre minimum de ménages a été atteint dans chaque région. Par ailleurs, cette enquête n'inclut pas un volet nutritionnel pour évaluer simultanément la situation alimentaire des ménages avec la situation nutritionnelle des enfants dans le pays mais les résultats de l'enquête MICS actuellement en cours de traitement devraient permettre de combler en partie ce gap.

COMBIEN DE PERSONNES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL?



Les résultats de l'analyse des données montre que globalement **20% des ménages ruraux sont affectés par l'insécurité alimentaire dont 8% touchés par l'insécurité alimentaire sévère et 12% par l'insécurité alimentaire modérée**. Ces taux correspondent à environ **179.000 personnes en insécurité alimentaire dont 70.000 en insécurité alimentaire sévère et 109.000 personnes en insécurité alimentaire modérée**.

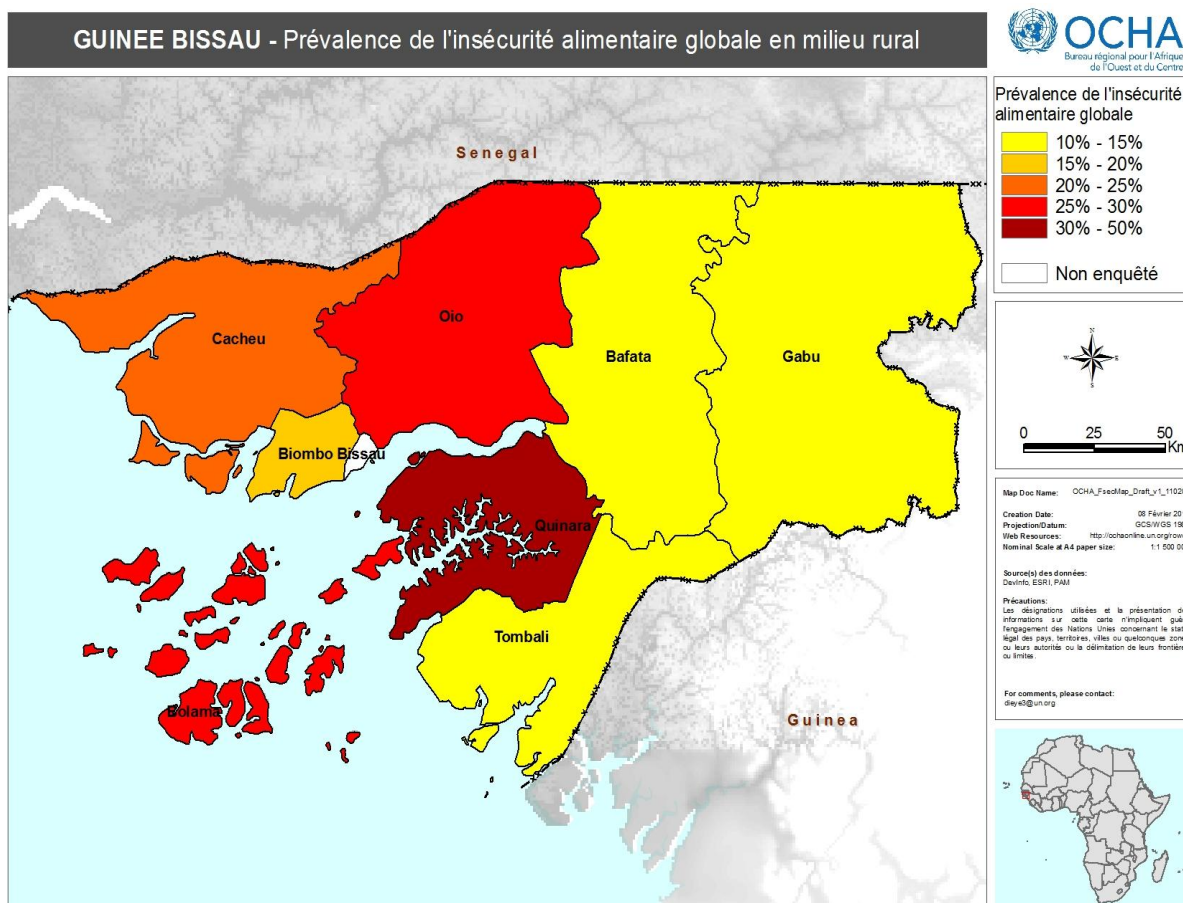
DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire suivant les régions révèle que globalement celles du sud et du nord du pays sont les plus affectées.

En ce qui concerne **l'insécurité alimentaire sévère**, les proportions de ménages touchés sont plus élevées dans les régions suivantes : **Quinara (28%) ; Bolama (21%) ; Oio (11%) ; Biombo (11%)**. Elles présentent des taux d'insécurité alimentaire sévère plus élevés que la moyenne nationale qui est de 8%. Celle de Cacheu (7%) présente également un taux d'insécurité alimentaire sévère proche de la moyenne nationale. En revanche les régions de Tombali (4%), de Bafata (3%) et de Gabu (3%) présentent les taux d'insécurité alimentaire sévère les plus faibles. S'agissant de **l'insécurité alimentaire modérée**, elle est **prédominante dans les régions de : Quinara (19%) ; de Cacheu (15%), de Oio (14%)**. Celles de Gabu (12%), de Bafata (11%), et de Tombali (10%) présentent des niveaux d'insécurité alimentaire modérée proche de la moyenne nationale qui est de 12%.

Finalement si l'on considère globalement **l'insécurité alimentaire sévère et modérée**, elle touche davantage plus de ménages dans les régions de : **Quinara (47%) ; de Bolama (30%) ; de Oio (25%) ; de Cacheu (22%)**. Celle de **Biombo (19%)** se situe à un niveau proche de la moyenne nationale de 20% tandis que celles de Gabu (15%), de Bafata (14%) et de Tombali (14%) présentent des taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée les moins élevés.

Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère et modérée en milieu rural en Guinée Bissau



PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

La distribution de l'insécurité alimentaire suivant le sexe du chef de ménage montre que globalement les ménages dirigés par les femmes sont plus affectés que ceux dirigés par les hommes⁸.

Le taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée est significativement plus élevé parmi les ménages dont le chef est une femme (27.6% dont 13.8% d'insécurité alimentaire sévère) que parmi les ménages dont le chef est un homme (19.5% dont 7.3% d'insécurité alimentaire sévère). Deux caractéristiques majeures additionnelles semblent également se dégager à la lecture des résultats.

⁸ Test statistique significatif ($p=0.000$)

En ce qui concerne le niveau d'éducation du chef de ménages, on note que le taux d'insécurité alimentaire est significativement plus élevé pour les ménages sans niveau d'instruction (23% dont 10% d'insécurité alimentaire sévère) que parmi les ménages dont le chef sait lire et écrire (16.3% dont 4.7% de sévère). La répartition suivant la taille des ménages semble également montrer que les ménages de petite taille tendent à présenter des niveaux d'insécurité alimentaire significativement plus élevés que les ménages de taille plus large. Il semble cependant que cette relation ne soit pas linéaire puisque le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages de plus de 12 personnes est supérieur à ceux des ménages de 9-11 personnes (8.5% contre 5.2%). En d'autres termes, il existe un seuil pour lequel une augmentation additionnelle d'une unité de la taille du ménage pouvait se traduire par une dégradation de la sécurité alimentaire des membres du ménage. **En conclusion on peut suggérer qu'en plus des ménages de très petite taille, les ménages de très grande taille sont aussi vulnérables à l'insécurité alimentaire. On constate également que l'insécurité alimentaire touche davantage plus les ménages les plus pauvres.**

Ensuite, l'examen de la distribution de l'insécurité alimentaire parmi les différents groupes de moyens de subsistance montre que globalement ceux les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère et modérée sont les suivants : Chasse et cueillette (38,4%) ; production d'huile de palme (25,9%) ; Petit commerce (25,8%), transfert d'argent (23%). Les groupes suivants présentent également des niveaux d'insécurité alimentaire assez élevés et proches de la moyenne nationale : Artisanat (20.7%) ; culture mixte de cajou et de céréales (20.9%) ; Travail journalier (19.2%) ; Mono culture de cajou (20.3%). En dehors du groupe de ménages qui dépendent des activités commerciales qui enregistrent un taux d'insécurité alimentaire relativement bas, les autres groupes de ménages affichent des taux d'insécurité alimentaire variant de 15% à 17%. En ce qui concerne l'insécurité alimentaire sévère, elle prédomine dans les groupes de moyens de subsistance suivants : production d'huile de palme (19.4%) ; Chasse et cueillette (17.9%) ; Petit commerce (11.5%) ; Artisanat (11.3%).

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL BISSAU GUINEEN

Les causes de l'insécurité alimentaire en milieu rural en Guinée Bissau sont complexes et peuvent être scindées en deux catégories comme dans la plupart des pays de la sous région : les causes structurelles et les causes conjoncturelles. En raison de la persistance des causes structurelles dans le temps et de la forte occurrence des chocs conjoncturels, la délimitation entre les deux catégories n'est pas souvent claire.

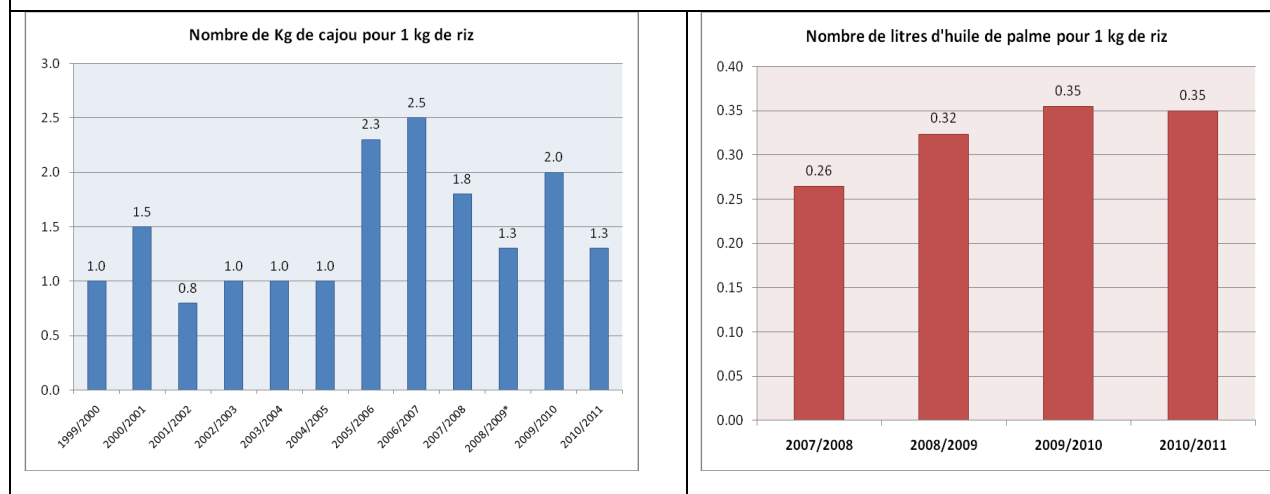
Les causes structurelles

➤ *Une instabilité chronique déstabilisante*

A l'évidence, l'instabilité politique constitue un facteur déstabilisant pour le progrès social et économique en Guinée Bissau. Il en résulte un défaut d'investissement dans les secteurs socio économiques clés et la mise en œuvre des réformes nécessaires pour lutter efficacement contre la pauvreté et améliorer le bien-être social des populations.

- *L'accès des ménages ruraux largement influencé par la pauvreté et les termes de l'échange noix de cajou/riz⁹*

Evolution des termes de l'échanges cajou/riz et huile de palme riz



La promotion des cultures de rente au détriment des cultures vivrières a conduit le pays à une double dépendance à la fois des cours mondiaux des produits de rente (en l'occurrence la noix de cajou) et des denrées importées de première nécessité comme le riz. Ce qui contribue au déséquilibre permanent de la balance de paiement et une facture d'importation de plus en plus élevée. De plus, la non transformation des produits d'exportation prive le pays de recettes importantes qui seraient basées sur une plus grande valeur ajoutée. Le taux de transformation de cajou est seulement de 1% pour la Guinée Bissau contre 17% pour le Burkina Faso, 20% pour le Mozambique et 180% pour l'Inde¹⁰. En outre, si l'instauration du système de troc entre la noix de cajou et le riz a permis de faciliter les échanges à l'époque où la monnaie nationale (le peso) n'était pas convertible, la pérennisation de cette pratique aujourd'hui constitue une véritable barrière pour l'accès direct au marché des producteurs.

La forte dépendance des producteurs des commerçants locaux crée une situation de quasi monopole qui amplifie la détérioration des termes de l'échange et les tentatives de contrôle de l'état ont été systématiquement vouées à l'échec. En 2006, le gouvernement a fixé un prix élevé pour les noix de cajou, ce qui a entraîné une forte diminution des ventes parce que les acheteurs sont allés s'adresser ailleurs. Le gouvernement a baissé les prix en 2007, mais l'offre a surpassé la demande et les agriculteurs, dans l'incapacité d'obtenir un prix décent pour leur culture, ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer. Malgré les meilleurs résultats des récoltes de noix de cajou en 2008, les pertes de

⁹ Source : CILSS/CSAO : profil de sécurité alimentaire jusqu'en 2005/2006 ; complété par l'auteur à partir des données du Ministère du Commerce et de l'Industrie de la Guinée Bissau et des données sur les prix du riz collectées par le PAM depuis 2007

* malgré une augmentation des prix du riz en 2008, le prix au producteur de la noix de cajou a en même temps doublé passant de 150 F CFA le kg en 2007/2008 à 300 F CFA le kg en 2008/2009. Mais cela n'a pas suffi à rétablir l'équilibre paritaire de 1 kg de noix de cajou pour 1 kg de riz. La chute du prix au producteur de 38% l'année suivante (le prix au producteur se situait à 186 F CFA le kg) a complètement enrayé cette tendance et ramener les termes de l'échange presque au même niveau que les années de crise à 2 kg de noix de cajou contre 1 kg de riz. Enfin il faut noter qu'il s'agit des prix du riz importé à Bissau puisque les informations sur les prix n'existent pas au niveau régional.

NB : Pour les termes de l'échange huile de palme riz, les données proviennent du PAM

¹⁰ Marche international de l'anacarde en 2010 : CP-ITC Programme

revenus cumulées ont entraîné une sérieuse dégradation des moyens d'existence des familles, les rendant encore plus vulnérables face à de futures crises.

L'effet d'annonce qu'a suscité la décision du gouvernement de fixer le prix au producteur du kg de la noix de cajou en 2006 (350 F CFA le Kg) a contribué à un déclin des prix au producteur de l'ordre de 60% par rapport à 2005 et une perte estimée à 22 millions d'euros soit environ 142 euros par ménage¹¹. Les termes de l'échange sont passés d'une situation paritaire de 1 kg de noix de cajou pour 1 kg de riz en 2005 à 1.3 kg de noix de cajou pour 1 kg de riz en 2006 au moment où le prix du kg de riz entre les deux périodes restait quasiment inchangé. La situation en 2010 ne s'est pas significativement améliorée et les termes de l'échange n'ont toujours pas retrouvé leur équilibre paritaire. Ils se situent à 1.3 kg de noix de cajou pour un kg de riz. Les termes de l'échange huile de palme/riz n'ont pas également enregistré d'amélioration et stagnent autour de 0.35 litres d'huile de palme pour un 1 kg de riz contre 0.26 litres d'huile de palme contre un kg de riz en 2007/2008 soit une dégradation de 35% entre les deux périodes.

➤ **Des infrastructures routières inexistantes ou en mauvais état**

La faible densité en infrastructure routière et leur mauvaise qualité entravent la commercialisation des produits ruraux et privent ainsi les producteurs d'accès à des marchés plus rémunérés. Cette situation multiplie le nombre de collecteurs intermédiaires avec des incidences négatives sur les prix au producteur. Selon le rapport du CILSS/CSAO sur le profil de sécurité alimentaire en Guinée Bissau, sur 2755 km de routes, seulement 770 km sont goudronnés soit à peine 28% (d'après la Direction Générale des Ponts et Routes : DGEP). Les difficultés d'accès combinées au manque d'infrastructure de stockage aussi bien sur les marchés locaux, hebdomadaires (les lumus) que de Bissau handicapent l'écoulement des produits agricoles.

Causes conjoncturelles

L'effet cumulé des chocs successifs a entraîné une diminution drastique des revenus agricoles et précipité beaucoup de ménages dans la précarité et l'insécurité alimentaire. Les améliorations constatées au cours des ces deux dernières années ne suffisent pas malheureusement à inverser complètement la tendance et une part importante de la population continuera à faire face à des problèmes d'insécurité alimentaire en particulier des difficultés aiguës d'accès à la nourriture pendant la période de soudure.

➤ La crise de commercialisation de cajou durant les campagnes de 2006 et 2007

La baisse drastique des prix aux producteurs induite par la décision de contrôler les prix en 2006 et ses répercussions sur la campagne suivante ont entraîné une baisse importante de revenu des ménages et a eu des répercussions sur les exploitations.

➤ La crise alimentaire mondiale de 2008

Le pays n'a pas été épargné par la crise alimentaire de 2008 avec une flambée sur les prix des denrées alimentaires de base. Selon la FAO, en septembre 2008, les prix du riz importé étaient de 68% supérieurs à ceux de la même période de l'année d'avant. Cette augmentation, combinée à la baisse des revenus en chute libre, a fait basculer un grand nombre de la population en insécurité alimentaire¹².

¹¹ Guinée Bissau : commerce du cajou et du riz / implication pour la sécurité alimentaire (MADR/FAO/PAM- Avril 2007)

¹² FAO/ISFP

➤ La crise économique et financière de 2009

En pourcentage du PIB (9.1%), la Guinée Bissau serait le troisième pays en 2009 à recevoir le plus de transferts d'argent des migrants derrière le Lesotho (25%), le Togo (10,3%), le Cap Vert (9.1%)¹³. Cette situation confère au pays une grande vulnérabilité par rapport aux chocs exogènes affectant les pays d'accueil des migrants Bissau Guinéens. Selon le rapport annuel de la zone franc de 2009, les transferts privés provenant des migrants Bissau-Guinéens établis à l'étranger ont reculé de 10.5% reflétant la dégradation de la conjoncture économique mondiale.

➤ Autres chocs conjoncturels

L'analyse des données a permis d'identifier les principaux chocs qui ont affecté les ménages au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Si l'on considère les résultats sur l'ensemble des ménages ruraux Guinéens, la hausse des prix des denrées alimentaires (28%) ; la maladie (21%) ; la perte de revenu et d'emploi (13%) ; les inondations (12%) ; la sécheresse/irrégularité des pluies (11%) ; la maladie des animaux (10%) ; la maladie des plantes (10%) ont été les plus cités par les ménages. Les ménages les plus vulnérables ont été particulièrement les plus affectés par ces chocs. Par exemple, plus d'un ménage sur deux (54%) en insécurité alimentaire sévère ou modéré ont déclaré la hausse des prix des denrées alimentaires comme l'un des chocs les plus importants qui ont affecté leur situation alimentaire au cours des 12 derniers mois. Environ 37% ont cité la maladie, 33% ont cité les inondations, 32% la sécheresse/ irrégularité des pluies tandis que 24% ont cité la maladie des animaux ; 22% la maladie des plantations ; 20% la perte d'emploi et ou la perte de revenu.

Ces résultats montrent que, outre les problèmes structurels qui affectent négativement les conditions de vie des populations rurales Bissau Guinéennes depuis plusieurs décennies, des chocs conjoncturels récents ont contribué à exacerber la situation en particulier pour les ménages le plus pauvres vulnérables. En conséquence, l'effet cumulé de ces chocs continuera à avoir des répercussions négatives sur leur sécurité alimentaire dans les prochains mois si des actions de réhabilitation appropriées ne sont pas mises en œuvre.

RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET PROGRAMMES

Au regard de la complexité et de l'interaction entre les causes de l'insécurité alimentaire dans le pays, les programmes d'intervention doivent combiner à la fois des interventions de court terme et de moyen et long terme.

Les interventions de court terme : Même si la situation alimentaire ne requiert pas une aide alimentaire d'urgence, l'assistance alimentaire reste un outil d'intervention pertinente selon des modalités et des groupes spécifiques bien ciblés. A cet égard, les activités prévues dans l'actuel programme devraient être continuées mais étendues et redessinées suivant les zones géographiques identifiées comme les plus affectées par l'insécurité alimentaire dans le pays. En particulier celles destinées à la réhabilitation et à la création d'actifs pour permettre aux ménages d'atténuer les effets des chocs et d'améliorer l'accès alimentaire. Etant donné, que les problèmes alimentaires dans le pays sont à la fois liés à l'insuffisance de la production céréalière et le faible pouvoir d'achat, la combinaison de plusieurs outils d'intervention est primordiale. **Les activités de food for work ou de food for training** restent des options de réponses appropriées tenant compte de la période, de la zone géographique et du groupe de moyens de subsistance. Elles peuvent contribuer à lutter contre la dégradation de l'environnement qui affecte la productivité agricole comme la salinisation, la fertilité des sols, la construction des pistes rurales des ouvrages agricoles ou de leur maintenance. *Les programmes de food for training pourraient cibler les groupements féminins pour accroître la productivité agricole, le développement d'activités de transformation ou encore pour appuyer les programmes d'alphabétisation des adultes.*

¹³ Source : Banque Mondiale

Il est également établi que les ménages de petite taille sont généralement plus affectées par l'insécurité alimentaire en raison entre autre du manque de force de travail. Pour ce groupe spécifique qui ne peut pas participer à des programmes à haute intensité de main d'œuvre, des programmes de vivres contre formation pourraient être envisagés à des moments précis de l'année notamment pendant la période de soudure et les périodes de trêve agricole.

En outre, étant donné qu'à certaines périodes de l'année, les problèmes alimentaires sont plus liés à des difficultés d'accès qu'à des problèmes de disponibilité, envisager **des programmes de transfert monétaire conditionnel ou non conditionnel** suivant le cas pourrait contribuer à améliorer à la fois l'accès alimentaire des ménages et inciter la production locale. Le manque de débouché lié à l'enclavement et des prix aux producteurs trop faibles étant l'une des causes du désintéressement des paysans des cultures vivrières locales. **Les programmes d'alimentation scolaire** constituent des filets sociaux importants pour accroître le taux de scolarisation et contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire dans le court terme mais également au développement du pays à plus long terme. Ils constituent de ce fait un axe d'intervention pertinente notamment dans les régions à faible taux de scolarisation et à fort taux d'insécurité alimentaire.

Finalement, les activités d'intervention nutritionnelle restent pertinentes pour la prise en charge et la prévention de la malnutrition aussi bien des enfants de moins de 5 ans que des personnes vivant avec le VIH SIDA. Ce volet du programme peut être étoffé sur la base des résultats de l'enquête MICS actuellement en cours de traitement.

Les interventions de moyen et long terme.

Améliorer les conditions de vie, lutter contre la pauvreté et la faim en Guinée Bissau nécessite des réformes soutenues aussi bien sur le plan politique, économique que social.

Comme stipulé dans la stratégie de réduction de la pauvreté, accroître la bonne gouvernance, la modernisation de l'administration publique ainsi que la stabilité macro économique sont des fondamentaux indispensables pour le progrès social. En particulier, en ce qui concerne les groupes vulnérables, les interventions dans ce domaine doivent s'articuler autour du pilier n°4 « **relever le niveau de vie des groupes vulnérables** ». Pour atteindre ces objectifs, il est clair que le secteur agricole doit constituer une priorité majeure. Comme le montre les résultats de l'analyse, la désorganisation du secteur de production de cajou et des principaux produits vivriers et de rente constitue une perte de revenus agricoles importante dans le pays. Au-delà des investissements nécessaires dans les infrastructures pour désenclaver les zones rurales, améliorer l'accès aux services de l'éducation et de la santé, le PAM peut jouer un rôle catalyseur dans la relance du secteur agricole vivrier en procédant à **des programmes d'achat pour le progrès P4P** dans les zones de production favorables. **Le renforcement des capacités** constitue également un axe d'intervention stratégique important sur lequel le PAM peut également axer sa stratégie d'intervention couvrant ses domaines d'intervention comme l'analyse des marchés, le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire, l'éducation, la nutrition ou encore le développement rural.

Finalement, en raison du manque d'informations sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays de même que sur les marchés, **la relance ou le renforcement des activités de suivi de la situation alimentaire mises en œuvre par le PAM et le Gouvernement mais interrompues doit être** initiée pour permettre de disposer d'informations à jour. Pour couvrir des thématiques variées dans le cadre de ce suivi de la sécurité alimentaire dans le pays, il est nécessaire qu'une collaboration entre l'UNICEF la FAO et le PAM soit initiée autour du ministère de tutelle.

2 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Malgré un potentiel économique considérable, la Guinée Bissau peine à décoller. La croissance économique est structurellement faible et lente avec des épisodes inflationnistes avec comme conséquence une dégradation continue des conditions de vie. Le pays est classé 164^{ème} sur 169 selon l'indice du développement humain du PNUD en 2010. Les données disponibles montrent que la pauvreté touche 64.7% de la population soit 1.181.641 personnes avec moins de deux dollars par jour et 20.8% vivent dans l'extrême pauvreté avec moins d'un dollar par jour¹⁴. La population totale est estimée à 1.520.830 habitants selon le recensement de 2009 avec de grandes disparités régionales (Bissau compte environ 25% de la population). Le taux de croissance démographique est estimé à 2.5% et la population est essentiellement jeune. Parallèlement, le pays enregistre un taux d'urbanisation rapide passant de 18% en 1991 à 30% en 2010 avec pour conséquence une accélération de l'exode rural, et une augmentation de la demande en biens et services de base dans les villes.

L'instabilité politique chronique qui caractérise le pays depuis plus d'une décennie a largement contribué à ce déclin et constitue le principal risque pour son développement. Elle se caractérise par des coups d'états périodiques, la violence politique qui ont déstabilisé les institutions, annihilé les efforts de bonne gouvernance, détérioré les conditions sécuritaires avec un impact désastreux sur le plan social et économique. En réalité très peu de progrès ont été réalisés dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures depuis l'indépendance. La quasi-totalité des routes ne sont pas goudronnées et sont inutilisables pendant la période des pluies. En dépit d'une amélioration constatée par rapport à certains indicateurs sociaux, le pays reste à la traîne par rapport aux autres pays de la sous région.

Le taux d'alphabétisation des adultes est de seulement 51%. Selon les résultats de l'enquête MICS de 2010, le taux de scolarisation des enfants est de 65 pour cent seulement. Environ 6 enfants sur dix ne finissent pas le cycle primaire et le taux d'assiduité est très faible. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans se situe à 155 pour mille. Le taux de mortalité infanto juvénile est estimé à 158 pour mille et s'élève à 179 pour mille en milieu rural contre 120 pour mille en milieu urbain. Quant au taux de mortalité infantile, il est estimé à 103 pour mille (113 pour mille en milieu rural et 85 pour mille en milieu urbain)¹⁵. Seulement 38% de la population a accès aux services de santé et l'accès des plus pauvres est particulièrement précaire. Les données disponibles sur la situation nutritionnelle qui

¹⁴ Small Poverty Assessment (1996)

¹⁵ MICS 2010

datent de 2008 indiquent un taux de malnutrition aiguë global des moins de 5 ans de 5.6% variant de 6.8% dans les régions de l'est, 5.7% dans le nord, 3.8% dans le sud et 1.9% à Bissau¹⁶. Le taux de prévalence du VIH est estimé à 2.8% en 2009, et environ 6.000 PVVIH auraient besoin d'un traitement ART et approximativement 40.5% des PVVIH sont co-infectées avec la tuberculose¹⁷.

L'économie Bissau guinéenne reste extrêmement peu diversifiée et est largement dominée par l'agriculture, notamment la production de cajou et constitue le premier secteur d'activité du pays avec 62% du PIB et emploie 95% de la population¹⁸. La Guinée Bissau est l'un des plus importants pays exportateurs de cajou non transformé au monde et sert de principale source de revenu pour une grande partie de la population. La filière est confrontée à plusieurs problèmes structurels exacerbés par l'instabilité politique qui affectent les revenus des producteurs. Outre la production de cajou qui représente 98% des exportations totales du pays, le pays produit également le riz et d'autres céréales, les fruits, le poisson, le bétail, l'huile de palme. Après des années de stagnation économique avec un taux de croissance économique d'à peine 1.2% entre 2006 et 2007, le pays a retrouvé un taux de croissance modéré de 3.2% en moyenne entre 2008 et 2009 et les projections tablent sur une progression de 3.4% en 2010 et 4% en 2011 (African Economy Outlook) mais l'effet cumulé des différents chocs va continuer par négativement affecter les conditions de vie des ménages les plus vulnérables..

Depuis 2006, le pays a enregistré des chocs économiques majeurs, notamment la baisse successive des revenus des producteurs de cajou (2006, 2007), la crise alimentaire de 2008, la crise économique et financière mondiale de 2009 qui a considérablement réduit les transferts d'argent des migrants et les événements politiques de 2009 qui ont négativement affecté la sécurité alimentaire des ménages surtout les plus pauvres.

Très peu d'informations sont disponibles pour évaluer la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Cette situation a conduit le Programme Alimentaire Mondiale en collaboration avec le gouvernement Bissau Guinéen et ses partenaires à conduire une enquête approfondie sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages ruraux.

¹⁶ UNICEF 2008, SMART

¹⁷ UNAIDS

¹⁸ African Economy Outlook

3 VUE D'ENSEMBLE SUR LES INDICATEURS MACRO ECONOMIQUES

3.1 Population

La République de Guinée Bissau compte présentement une population de 1 520 830 habitants, selon les résultats du recensement national de la population de 2009. Environ un quart de cette population, soit 25% habitent à Bissau, la capitale du pays. Les proportions dans les autres régions se présentent de la manière suivante : Oio (15%), Bafata (14%), Gabu (14%), Cacheu (13%), Biombo (7%), Tombali (6%), Quinara (4%) et Bolama/Bijagos (2%). Environ 60,4% de la population de Guinée Bissau habitent en milieu rural. Le taux de croissance de la population a été estimé actuellement à 2,5% par an. Le groupe ethnique Fula qui était jadis deuxième dans le classement des groupes ethniques les plus représentés du pays vient maintenant en tête avec 28%, suivi des Balantas (22%). Les proportions pour les autres groupes ethniques se présentent de la manière suivante : Mandinga (15%), Papel (9%), Manjaco (8%) et les autres (18%).

Tableau 1: Répartition de la population par région

Régions	Homme	Femme	Total	% de la population totale
Gabu	104,777	109,743	214,520	14%
Bafata	109,489	116,027	225,516	14%
Oio	109,497	116,766	226,263	15%
Cacheu	95,271	104,403	199,674	13%
Biombo	45,103	49,766	94,869	6%
Bolama/Bighagos	16,725	17,204	33,929	2%
Tombali	49,598	52,884	102,482	7%
Quinara	32,443	33,503	65,946	4%
SAB	192,956	192,004	384,960	25%
Guinée Bissau	755,859	792,300	1,548,159	100%

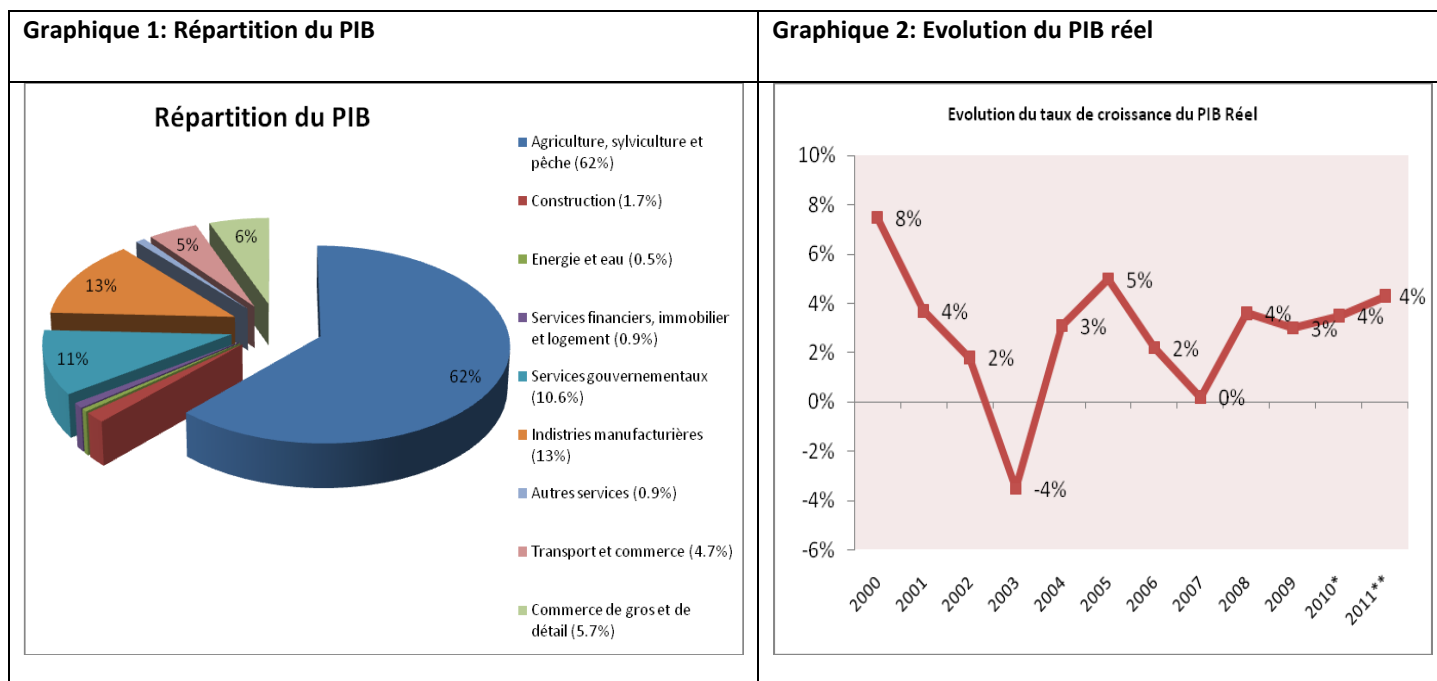
Source : Recensement général de la population (2009)

3.2 Economie

De faibles performances économiques et erratiques

Malgré d'énormes potentialités en ressources naturelles, l'économie Bissau Guinéenne reste extrêmement peu diversifiée et repose essentiellement sur le secteur primaire qui contribue à 62% du produit intérieur brut. L'agriculture qui emploie 95% de la population est elle-même dominée par la production de noix de cajou. Les industries manufacturières constituent le second pôle de création de richesse avec 13% du PIB suivies de l'administration publique qui contribue pour environ 11%. Le secteur informel occupe une large part de l'économie Bissau Guinéenne. Outre l'agriculture de subsistance, très répandue, le commerce de gros et de détail représente la principale source de revenus dans la capitale, Bissau, et reste presque exclusivement informel.

Depuis le conflit politico militaire de 1997, l'économie Bissau Guinéenne peine à retrouver une croissance économique stable. L'évolution en termes réel montre des phases de décroissance et de reprise caractéristique d'une économie sinistrée en quête de véritables performances. Le pays a enregistré une baisse drastique de sa croissance économique entre 2000 et 2003 avec un taux de croissance du PIB réel passant de 8% à -4% entre les deux périodes. Une reprise a été enregistrée en 2004 et 2005 avec des taux de croissance du PIB réel de 3% et 5% mais avec un nouveau déclin entre 2006 et 2007 avec des taux passant de 2% à un taux nul avant d'amorcer à nouveau une nouvelle phase de croissance à partir de 2008 (4%).



Source: African Economy Outlook, 2009. * Estimation ** Préviation

L'activité économique est essentiellement portée par les performances du secteur de cajou et les années de faibles productions ou de perturbation de la commercialisation de la noix de cajou sont souvent accompagnées d'une détérioration de la croissance économique. En outre les performances économiques sont souvent affectées par l'instabilité politique intérieure.

Grâce à l'augmentation de la production agricole et un soutien des bailleurs, les prévisions tablent sur une croissance économique de 3.5% en 2010 et de 4.3% en 2011. Ces performances restent cependant fragiles et l'instabilité politique constitue un facteur de risque permanent. A moyen terme, l'inflation devrait repartir à la hausse (après un taux négatif en 2009) tout en restant dans les limites de 3% fixées par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)¹⁹. La normalisation progressive de la situation socio économique a favorisé le retour du pays dans différents programmes d'aides bilatérales et multilatérales. C'est ainsi que le Fonds Monétaire International (FMI) a débloqué une assistance d'urgence après conflit (EPCA) en soutien au programme économique du pays pour les années 2008 et 2009. Les appuis et la hausse des exportations n'ont pas malheureusement suffi pour compenser l'augmentation des importations et le recul des

¹⁹ Source : Global Finance

transferts des migrants et de l'aide publique au développement (APD) se traduisant par un creusement de la balance courante.

Sur le plan, minier, selon les estimations, l'exploitation des mines de bauxite et de phosphate ainsi que des réserves de pétrole pourrait doubler voire même tripler les rentrées en devises et les recettes fiscales du pays.

Le pays a cependant besoin d'importantes réformes dans l'administration (sécurité et défense notamment), des investissements dans l'agriculture, les infrastructures et l'énergie, l'amélioration de l'environnement des affaires et la mise en exploitation du potentiel minier.

3.3 Education

Selon une étude récente de l'éducation (RESEN) en Guinée Bissau, le secteur éducatif présente une bonne performance en termes quantitatifs avec une nette amélioration de la couverture scolaire. Le taux brut de scolarisation est estimé à 93% pour l'année 2009/2010 selon le ministère de l'éducation nationale avec des disparités régionales. Les taux bruts de scolarisation les plus faibles sont enregistrés dans les régions du secteur autonome de Bissau (75%), Oio (76%), Gabu (77%) et Bafata (97%) et supérieurs à 100% dans les autres régions (cf graphique 4 et **tableau 14 en annexe**).

Le nombre d'écoles primaires a plus que doublé passant de 650 en 1995 à 1384 en 2006. En ce qui concerne le taux net de scolarisation au primaire, il est passé de 56,9% en 2002/2003 à 65% en 2010²⁰. Le taux d'analphabétisme des personnes adultes (15 ans et plus) serait également passé de 58,5% en 2002 à 51,3% en 2010²¹.

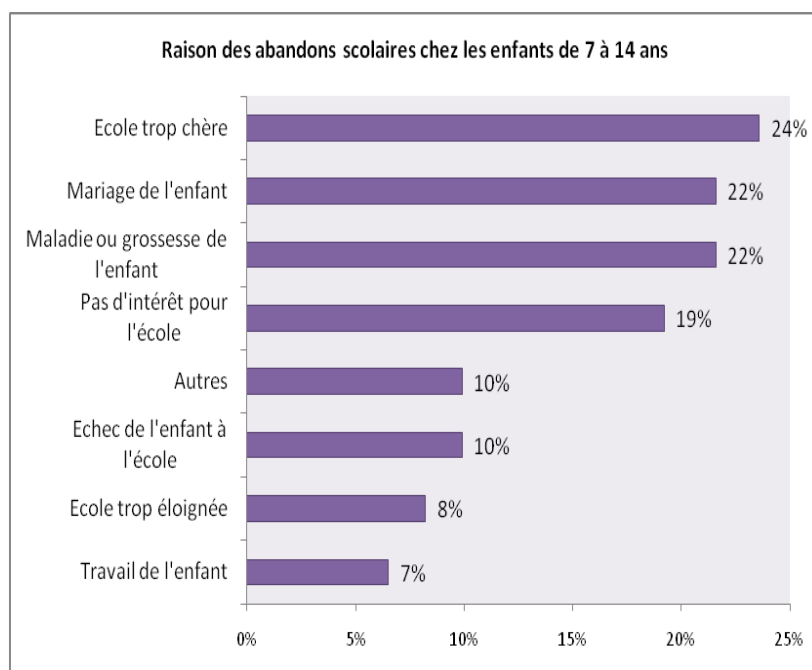
Cependant, le système éducatif en Guinée Bissau reste encore confronté à d'énormes difficultés structurelles. En 2009, seulement 9% du budget est consacré à l'éducation essentiellement pour le paiement des salaires des enseignants qui représentent 93% du budget de l'éducation.

L'analyse du système éducatif montre que non seulement tous les enfants en âge d'aller à l'école ne fréquentent pas mais révèle aussi que les taux d'abandon sont très élevés. Près du quart de la population Bissau Guinéenne n'accède pas à l'école et le taux d'achèvement dans l'enseignement de base n'est que de 48% (2006) soit l'un des taux les plus bas de l'Afrique de l'Ouest. L'assiduité scolaire se détériore particulièrement dans les zones rurales pendant la récolte de noix de cajou.

²⁰ Rapport d'exécution du programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 : Ministère de l'économie, du Plan et de l'intégration régionale et MICS

²¹ ILAP2

La qualité de l'enseignement dispensé serait aussi particulièrement faible en raison d'un manque suffisant de formation des enseignants, des niveaux de salaires trop bas, des accumulations des arriérés de salaires qui entraînent une démotivation et augmentent l'absentéisme des enseignants. En outre, le manque et la mauvaise qualité des infrastructures scolaires, le manque de supports d'apprentissage et de matériels didactiques constituent des handicaps majeurs du système éducatif Bissau-Guinéen. Cette situation finit par décourager les parents et les enfants dont le coût d'opportunité d'aller à l'école dans ces conditions reste faible.



Graphique 3: Raison des abandons scolaires

D'après les résultats de l'enquête ILAP2 (2010), le coût élevé de la scolarisation constitue la principale raison d'abandon de l'école pour environ dans un ménage sur quatre (24%). Le mariage des enfants (22%), la maladie ou la grossesse (22%) ou le manque d'intérêt (19%) constituent les raisons également les plus citées par les ménages pour expliquer l'abandon. La paupérisation de

la population liée aux différents chocs économiques, financiers et politiques de ces dernières années a largement contribué à une telle situation en Guinée Bissau.

Selon le RESEN, l'abandon de l'école lié au mariage et ou à la grossesse est surtout lié à une entrée tardive à l'école, bien au-delà de l'âge légal (70% des élèves de première année avaient 10 ans ou plus en 2005/06).

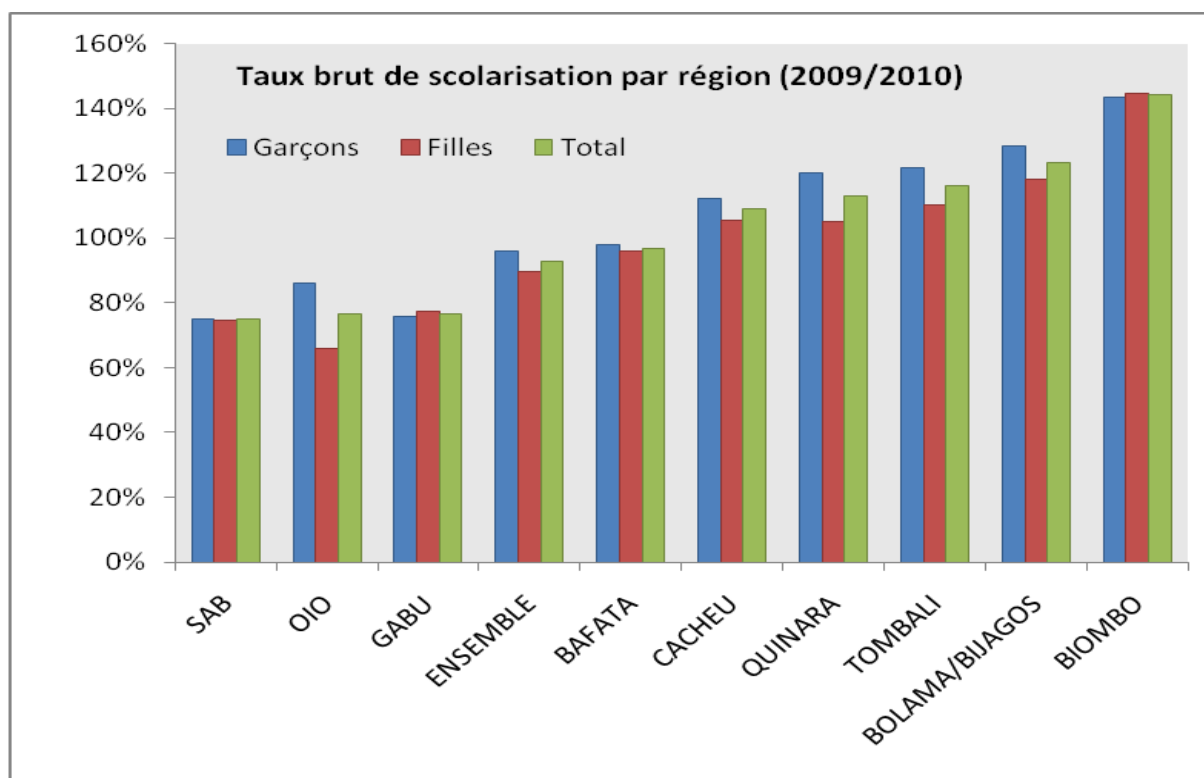
En effet, les enfants entrés à 10 ans en 1^{ère} année en ont 14 à la moitié du parcours de l'enseignement de base : c'est à ce moment là que le garçon peut s'avérer plus utile au travail et que les familles commencent à chercher un époux à leur fille. Ce constat milite donc pour inciter les familles à scolariser les enfants dès qu'ils en ont l'âge. Par ailleurs les enfants des régions de l'Est, du Nord et du Sud auraient moins de chance d'aller à l'école que ceux de Bissau. De même, les chances de scolarisation sont plus faibles parmi les ménages les plus pauvres. On note également une inégalité d'accès selon le genre et le

milieu de résidence. Les filles auraient deux fois moins de chance d'arriver en sixième année que les garçons en milieu rural contre 1.4 en zone urbaine ²².

Le rapport a mis également en exergue, l'effet de la distance par rapport à l'école sur la fréquentation scolaire de l'enfant. Plus la distance est grande, plus les risques d'abandon ou de non scolarisation sont élevés. Selon les résultats de l'enquête ILAP, plus de 20% des enfants de 6 à 14 ans mettent plus de 30 minutes pour accéder à leur école dont 10% plus d'une heure. Cette situation défavorise la scolarisation dans les zones rurales faiblement dotées en infrastructures.

Les résultats de cette analyse montrent qu'en plus des investissements nécessaires pour améliorer l'offre scolaire, des programmes incitatifs qui encouragent l'envoi et le maintien des enfants à l'école avec un accent particulier sur la scolarisation des filles sont également souhaitables. De ce fait les programmes d'alimentation scolaires peuvent jouer un rôle prépondérant.

Graphique 4: Taux brut de scolarisation par région (2009/2010)

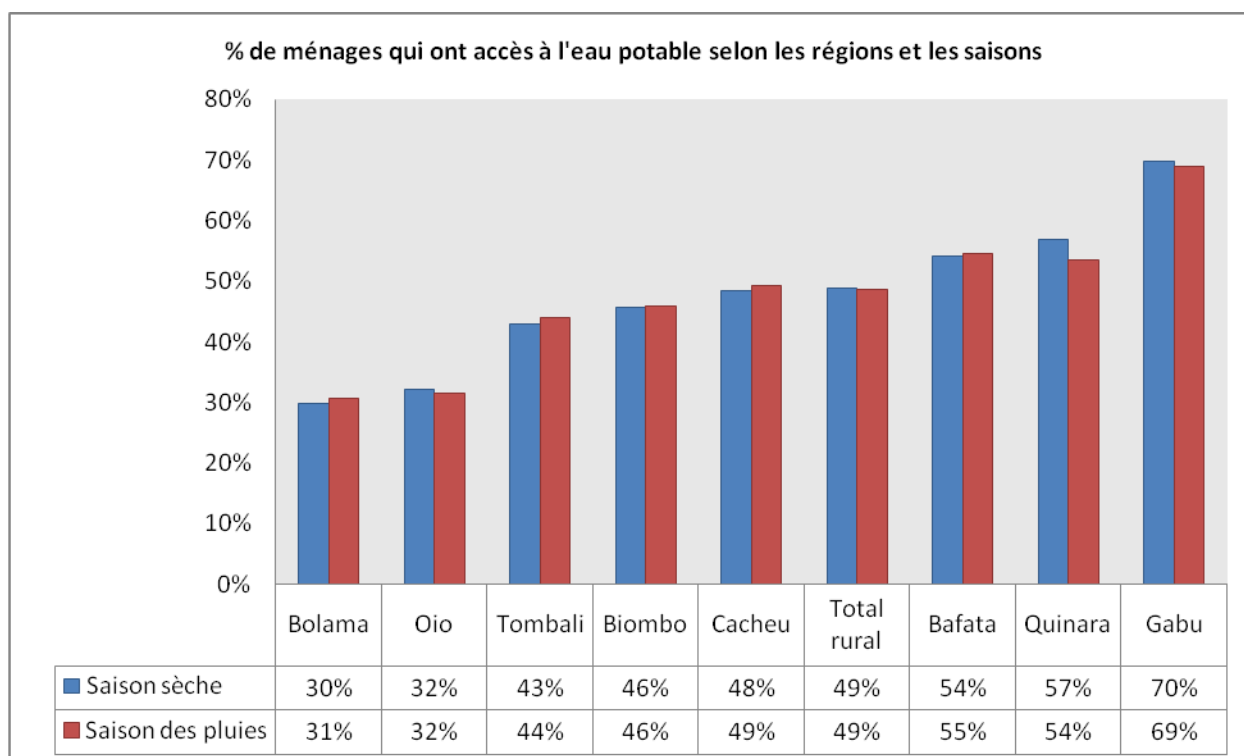


²² Eléments de diagnostic du système éducatif Bissau-Guinéen (RESEN) : Juin 2009

3.4 Accès à l'eau potable

Malgré d'importantes ressources en eau, l'accès à l'eau potable reste une préoccupation majeure dans le pays. L'exploitation des données ménages de l'enquête approfondie sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Guinée Bissau montre que le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural est de 49%²³ seulement avec de grandes disparités régionales.

Graphique 5: % de ménages qui ont accès à l'eau potable par région



Source: calcul de l'auteur à partir des résultats de l'enquête ménage sur la sécurité alimentaire en milieu rural de Nov/déc 2010

Le taux d'accès à l'eau potable est particulièrement faible en milieu rural dans les régions de Bolama et de Oio avec des taux d'accès de 30% à 32% et plus élevé dans celles de Bafata (entre 54% et 55%), de Quinara (entre 54% et 57%) et de Gabu (entre 69% et 70%).

²³ Est considérée comme eau potable les sources suivantes : eau de torneira, fonte protegida, perfiracao, eau importée. L'enquête MICS de 2006 évalue l'accès à une source d'approvisionnement améliorée à 47,6% en milieu rural

3.5 Pauvreté²⁴

Une récente étude conduite sur la pauvreté dans le pays dans le cadre de suivi des indicateurs de réduction de la pauvreté (ILAP2 2010) situe le taux de pauvreté globale à 69,3% de la population contre 64,7% en 2002 (ILAP1) vivant avec moins de 2 \$US par jour et par personne. Le nombre de pauvres dans le pays est passé de 764 672 en 2002 à 1 014 277 personnes en 2010. Quant à l'extrême pauvreté, le taux est passé de 20,8% en 2002 à 33,0% en 2010 traduisant une nette détérioration de la situation dans le pays avec une dégradation des conditions de vie des ménages les plus pauvres et l'arrivée de « nouveaux pauvres ». Dans la capitale Bissau, l'incidence de la pauvreté est restée presque constante (51%) mais beaucoup plus de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté (13,2% en 2010 contre 9,3% en 2002). Dans les autres régions, un Bissau Guinéen sur trois vit actuellement dans l'extrême pauvreté contre une personne sur cinq il y a huit ans. En termes de répartition géographique, le classement est le suivant en termes de proportion de pauvre et d'extrême pauvreté: Gabu (83,5% et 15,9%), Cacheu (83,5% et 15,9%), Bafata (75,5% et 15,5%), Tombali/Quinara (74,8% et 13,0%), Oio (73,0% et 14,6%), Biombo/Bulama (60,5% et 7,2%), et Bissau (51,0% et 18,7%).

Tableau 2: Evolution de l'incidence de pauvreté en Guinée Bissau

	\$ 1			\$ 2		
	Bissau	Autres régions	Ensemble	Bissau	Autres régions	Ensemble
Seuil 2010	110 400			220 800		
P ₀ Incidence (%) 2010	13,2	39,8	33,0	51,0	75,6	69,3
Nombre de pauvres 2010	48 991	434 483	483 474	189 570	824 707	1 014 277
P ₀ Incidence (%) 2002	9,3	24,8	20,8	51,6	69,7	64,7
Nombre de pauvres 2002	28 414	217 551	245 965	157 612	607 060	764 672

Source: ILAP2- 2010

²⁴ ILAP 2 (2010)

Tableau 3: Taux de pauvreté et nombre de pauvres par région

Régions	Seuil de moins de 2 \$ par jour et par personne		Seuil de moins de 1 \$ US par jour et par personne (Extrême pauvreté)	
	% de pauvres	Nombre de pauvres	% de pauvres	Nombre de pauvres
Tombali	78,5	71 598	38,9	35 490
Quinara	70,7	59 836	41,1	34 780
Oio	73,0	147 863	45,6	92 332
Biombo	65,5	57 279	24,7	21 619
Bolama/Bijag	47,2	15 663	23,0	7 636
Bafata	75,5	157 272	33,4	69 625
Gabu	83,5	161 037	47,2	90 956
Cacheu	80,5	154 160	42,8	82 044
S.A.B	51,0	189 570	13,2	48 991
TOTAL	69,3	1 014 277	33,0	483 474

Source: ILAP 2 (2010)

3.6 Santé et nutrition

Selon les résultats de l'enquête MICS de 2010, le taux de scolarisation des enfants est de 65 pour cent seulement. Environ 6 enfants sur dix ne finissent pas le cycle primaire et le taux d'assiduité est très faible. Le taux de mortalité infanto juvénile est estimé à 158 pour mille et s'élève à 179 pour mille en milieu rural contre 120 pour mille en milieu urbain. Quant au taux de mortalité infantile, il est estimé à 103 pour mille et 113 pour mille en milieu rural et 85 pour mille en milieu urbain²⁵. Seulement 38% de la population a accès aux services de santé et l'accès des plus pauvres est particulièrement précaire. Les données disponibles sur la situation nutritionnelle qui datent de 2008 indiquent un taux de malnutrition aiguë global des moins de 5 ans de 5.6% variant de 6.8% dans les régions de l'est, 5.7% dans le nord, 3.8% dans le sud et 1.9% à Bissau²⁶. Le taux de prévalence du VIH est estimé à 2.8% en 2009, et environ 6.000 PVVIH auraient besoin d'un traitement ART et approximativement 40.5% des PVVIH sont co-infectées avec la tuberculose²⁷.

²⁵ MICS 2010 (Résultats préliminaires)

²⁶ UNICEF 2008, SMART

²⁷ UNAIDS

Le tableau N° 6 ci-dessous donne les tendances de l'évolution de la malnutrition des enfants de 6 à 59 mois dans le pays depuis 2006 mais la comparabilité reste limitée en raison du fait que les enquêtes n'ont pas été menées à la même période et n'ont pas toutes la même envergure. Selon les résultats de la dernière enquête nutritionnelle (SMART) réalisée en 2008, la malnutrition aiguë toucherait 5,6% des enfants de moins de 5 ans avec cependant de grandes disparités régionales. Ce taux atteint 8% dans les régions de l'Est (Bafata et Gabu), 5,7% dans les régions du Nord (Biombo, Oio, Cacheu) et 4,5% dans les régions du sud (Tombali, Quinara et Bolama). Quant au taux de malnutrition chronique global, il se situe à 28,1% au niveau national avec également une prévalence plus élevée dans les régions de l'Est (32,3%). Les résultats de l'enquête MICS de 2010 devraient permettre de faire une mise à jour complète de la situation nutritionnelle des enfants de 6 à 59 mois dans le pays.

Tableau 4: Evolution du taux de malnutrition aiguë et chronique

Régions	Malnutri aiguë globale			Malnutri Chronique globale		
	MICS 2000	MICS 2006	SMART 2008	MICS 2000	MICS 2006	SMART 2008
Bafata	9,1	11,9	8,0	37,5	49,1	32,3
Gabu	13,7			45,2		
Biombo	5,0	8,7	5,7	28,3	39,3	29,4
Oio	15,1			34,5		
Cacheu	9,2			29,1		
Tombali	9,8	10,0	4,5	26,0	42,8	28,9
Quinara	13,2			23,2		
Bolama	5,6			26,2		
Urbain		5,0			34,2	
Rural		8,2			43,6	
National	10,3	7,2	5,6	30,4	40,9	28,1

Les résultats de l'enquête nutritionnelle SMART indiquent par ailleurs que seulement 28% des enfants de moins de 6 mois sont exclusivement allaités au lait maternel et les résultats des analyses qualitatives indiquent que les enfants boivent de l'eau non traitée des puits traditionnels seulement quelques jours après leurs naissances. La charge de travail importante pour les mères constituerait également un handicap majeur pour le soin et l'allaitement des enfants en Guinée Bissau. Les pratiques de sevrage et d'alimentation sont également mises en cause. Les aliments solides sont introduits relativement tôt dans l'alimentation des enfants et ces derniers ne bénéficient pas d'un traitement particulier et consomment les mêmes repas que les adultes. Selon les résultats de l'enquête SMART de

2008, les taux de malnutrition aiguë globale les plus élevés ont été enregistrés parmi les enfants âgés de 6 à 17 mois traduisant ainsi les mauvaises pratiques alimentaires et de sevrage chez les enfants.

En outre, les maladies infectieuses comme le paludisme, la tuberculose, le VIH/SIDA et la diarrhée restent des problèmes sérieux de santé publique dans le pays. Le paludisme représenterait environ 35% des consultations dans les centres de santé et hôpitaux dans tout le pays en 2006 et aussi la principale cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

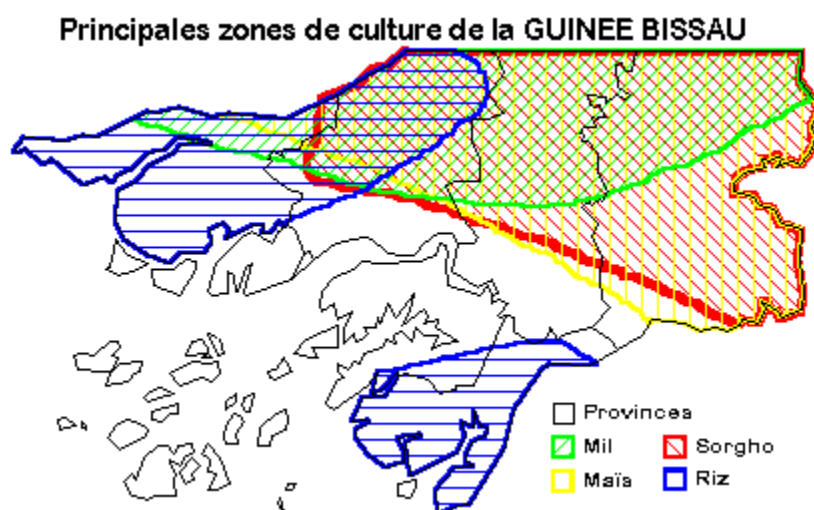
4 DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET PRIX

4.1 Production agricole

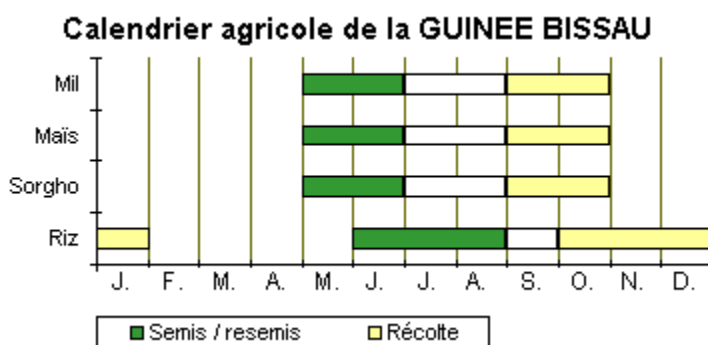
4.1.1 Principales zones de culture et calendrier agricole

Les principales cultures céréalières sont le riz, le mil, le sorgho, le maïs et le fonio. Les autres cultures sont le manioc, l'haricot, la patate douce, l'igname qui occupent une part marginale de la production nationale. L'arachide, la noix de cajou et le coton sont destinés à l'exportation. L'huile de palme est également produite essentiellement pour la consommation locale et l'exportation vers le Sénégal. La culture de riz est principalement pratiquée dans les mangroves du sud et vers le nord ouest.

Carte 1: Principales zones de culture de la Guinée Bissau



Graphique 6: Calendrier agricole de la Guinée Bissau



La période de soudure va de mai à septembre qui correspond à la période des semis où les disponibilités alimentaires sont faibles.

Source : www.guinee-bissau.net

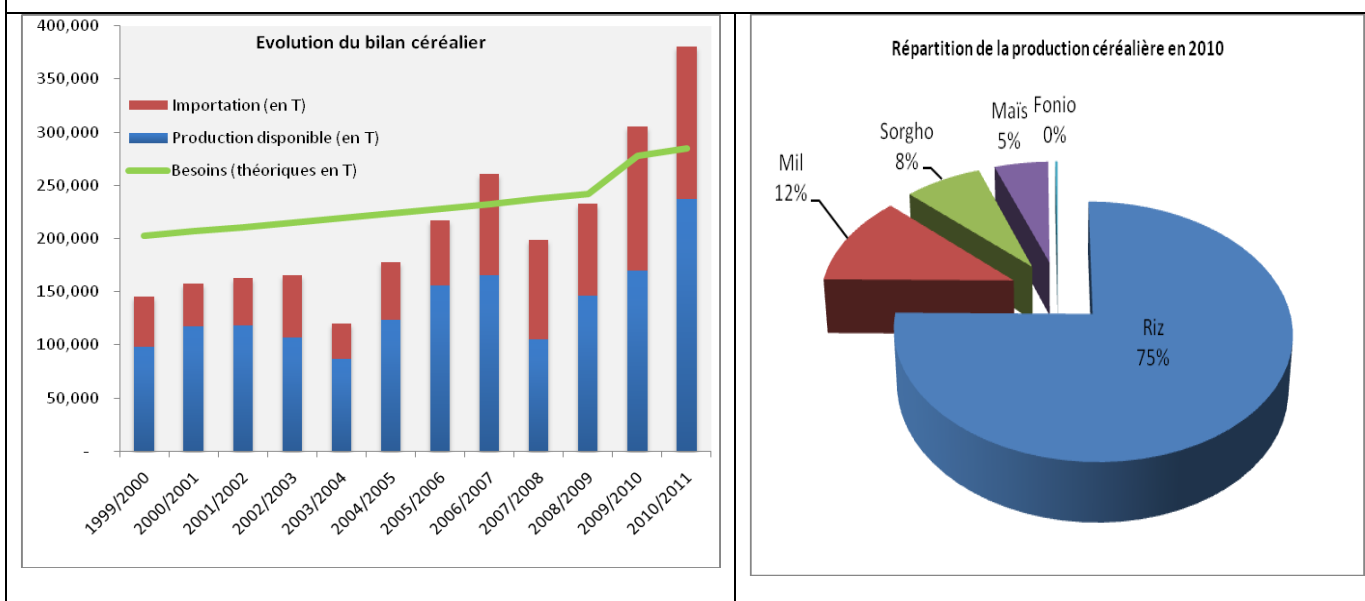
4.1.2 Evolution du bilan céréalier

Un déficit céréalier chronique malgré de fortes potentialités en terres arables et en eaux

La Guinée Bissau dispose d'un potentiel agricole important estimé à 1,4 millions de terres à vocation agricole représentant un peu plus de 30% de la superficie du pays, dont 200 000 hectares de bas-fonds, 100 000 hectares de mangrove et 1,1 million d'hectares de l'écologie de plateau. Cependant, ce potentiel est sous-exploité. Des 200 000 ha de bas-fonds et de 100 000 ha de mangrove existants, seulement 30 000 ha et 50.000 ha soit respectivement un taux de valorisation de 15% à 50%. Le pays dispose d'importantes ressources en eau qui proviennent d'une part des pluies, d'autre part des apports des bassins sub-régionaux ayant leur origine en Guinée (Colyba/Corubal) et au Sénégal (Kayanga /Geba), et enfin des eaux souterraines. La partie côtière est irriguée par de nombreux fleuves d'eau salée telles que : Cacheu et Man-soa au nord et Cacine, Tombali, Rio Grande de Buba et Cumbijã au sud. La pluie constitue la principale ressource en eau douce qui est évaluée en 45 millions de m³/an²⁸.

²⁸ CSAO-CILSS, 2008 : Profil de sécurité alimentaire en Guinée Bissau

Graphique 7: Evolution du bilan et de la production céréalière en Guinée Bissau, répartition de la production céréalière en 2010



* Source des données : Ministère de l'agriculture/CILSS, Les besoins ont été estimés sur la base de la norme de consommation de 175 kg de céréales par tête et par an du CILSS

L'analyse de l'évolution de la production céréalière montre qu'elle suit une tendance variable avec un taux de croissance moyen d'à peine 1% au cours de la dernière décennie (selon les chiffres du ministère de l'agriculture). La production céréalière est insuffisante pour couvrir les besoins alimentaires du pays estimés à 175 kg par an et par personne. Le riz représente la principale céréale produite avec 75% de la production céréalière totale en 2010 suivie du mil (12%), du sorgho (8%), et du maïs (5%). Le taux de couverture des besoins céréaliers du pays par la production nationale est seulement d'environ 58% sur la période 2000-2010 contre 72% sur la période 1992-1997 traduisant ainsi une nette régression de la production nationale. Le déficit est donc comblé par les importations commerciales de céréales notamment le riz dont les importations représentent environ 32% des besoins en céréales du pays sur la période 2000-2010. Les importations de riz ont progressé en moyenne de 15% par an sur la période passant d'environ 40.000 tonnes en 2000 à 143.000 tonnes en 2010 (ce qui représente 50% des besoins céréaliers du pays en 2010).

4.1.2.1 Le riz²⁹

Le riz est non seulement la céréale la plus cultivée mais également la plus consommée en Guinée-Bissau. Le riz est consommé par environ 90% des ménages en Guinée-Bissau.

Trois types de riz sont cultivés en Guinée-Bissau : le riz des plateaux (arroz pam pam), le riz de bas fond et le riz mangrove. La production est faible et est estimée à 106.213 tonnes en 2010 (il s'agit de la production disponible, la production brute est estimée à 177.022 tonnes) soit 47% des besoins estimés à 224.563 tonnes (la norme de consommation en riz en Guinée Bissau est estimée par le CILSS à 129.9 kg par an et par tête). Plusieurs études expliquent cette faible production du riz par rapport aux besoins du fait principalement du désintéressement des producteurs qui s'adonnent de plus en plus à la culture du cajou moins exigeante et plus rentable. A cette raison majeure s'ajoutent d'autres raisons, notamment l'enclavement, principalement des zones de production, la salinisation des sols, l'insuffisance des ouvrages hydrauliques et les superficies emblavées qui restent très faibles (la grande majorité des ménages ont cultivé moins de 1 ha et un nombre important (26%) a cultivé moins de 0,25 ha au cours de la campagne agricole 2008-2009.

4.1.2.2 Les céréales sèches

La culture des céréales sèches est très peu répandue par rapport au riz. Environ 37% des ménages agricoles l'ont pratiquée en 2008. Les céréales sèches les plus cultivées en Guinée-Bissau sont le sorgho, le maïs, le mil et le fonio. Bien que la production des céréales sèches ait augmentée en 2010 de +13% par rapport à 2009, elle reste en baisse de -28% comparativement à la moyenne des 5 dernières années. La culture des céréales sèches est plus répandue dans les régions de l'Est (Gabu et Bafata). L'essentielle de la production de céréales sèches vient des régions du nord et de l'Est (Bafata et Gabu). Cependant les superficies emblavées restent également exigües à l'instar du riz. Plus de 50% des ménages agricoles ont cultivé des superficies de moins de ½ ha au cours de la campagne agricole 2008-2009.

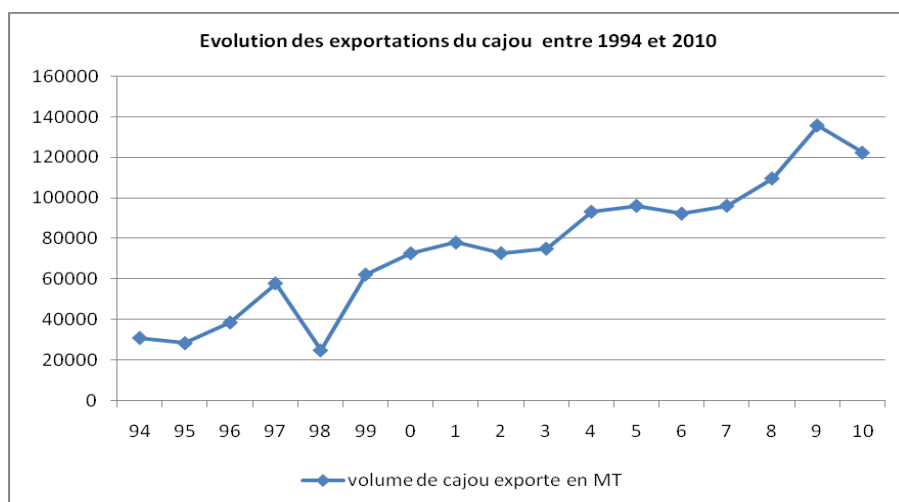
²⁹ Analyse des données secondaires : PAM 2010

4.1.3 Les cultures de rente

4.1.3.1 La noix de cajou

La production de noix de cajou a progressé ces dernières années de l'ordre de 15 à 20%, grâce à des conditions météorologiques favorables et à l'arrivée à maturité des nouveaux plants. Le volume des exportations connaît une croissance depuis 1999 avec cependant des niveaux variables d'année en année (cf graphique ci-dessous).

Graphique 8: Evolution des exportations de cajou



Si le caractère assez peu capitalistique de cette production lui permet de servir de bouée de secours pour les familles en période de difficultés économiques et politiques, il est néanmoins handicapé par des blocages structurels exacerbés par l'instabilité politique et les suites de la guerre civile. La législation foncière est opaque, le système judiciaire déficient et l'accès au crédit et à l'assurance pratiquement impossible. En outre le système de production reste encore rudimentaire et les capacités de stockage quasiment inexistantes. Ces difficultés structurelles couplées avec un environnement des affaires déficient, des coûts énergétiques exorbitants et la faiblesse de l'administration plombent le développement d'une véritable économie de cajou et seulement 1% à 2% de la production est transformée sur place. Le seul projet en activité, financé par une entreprise Libyenne, prévoit de créer trois structures de traitement pour une capacité unitaire de 5.000 tonnes.

La Banque africaine de développement (BAD) finance un important projet agricole, le PRESAR (projet de réhabilitation du secteur rural et agricole 2007-11) qui prévoit une augmentation du rendement à l'hectare de la production de riz de 2.9 à 5 tonnes, grâce à un transfert de technologie, à la diversification des services et à des programmes de lutte contre les ravageurs. Le PRESAR concerne cinq des huit régions du pays, dont Bissau. Il comporte aussi un volet d'amélioration de l'horticulture et de l'élevage.

Le pays doit également mieux exploiter son industrie de la pêche. Le non-respect des règles sanitaires interdit des exportations directes vers l'Europe. Les permis de pêche vendus à des flottes européennes constituent une importante source de recettes pour l'Etat. Le nouveau port de pêche, dont la livraison est prévue en 2010, devrait accroître la rentabilité du secteur.

Selon les analyses, les perspectives de production à court terme seraient bonnes avec l'arrivée à maturité des plantes mais plusieurs facteurs notamment la détérioration des termes de l'échange, les problèmes liés à la commercialisation empêchent les revenus des producteurs d'atteindre leur niveau potentiel.

Paradoxalement, l'essor de la production de cajou en Guinée Bissau depuis les années 70 et la simplicité de sa culture ont conduit les agriculteurs à abandonner progressivement les autres formes de culture, sauf pour leur subsistance et la diversification de l'économie constitue aujourd'hui l'un des défis majeurs.

4.1.3.2 L'arachide

La vente de l'arachide constitue une importante opportunité pour les ménages bissau-guinéens de générer un revenu supplémentaire. Sa production a non seulement augmenté de 20% au cours de la campagne agricole 2010-2011 par rapport à la campagne agricole 2009-2010, mais la tendance reste également à la hausse par rapport aux 4 dernières années (+50%). L'essentiel de la production vient de la région de Oio, suivie de Cacheu et de Bafata (voir le tableau ci-dessous). Le surplus de production d'arachide est exporté vers le Sénégal qui est le principal récepteur de l'arachide dans la région.

4.1.3.3 L'huile de palme

Les données statistiques sur la production et la commercialisation de l'huile de palme en Guinée Bissau sont insuffisantes. Elle serait d'environ 6.347 tonnes en 2008 contre 50.000 tonnes pour la Guinée Conakry, 6.040 tonnes pour le Sénégal et 2.510 tonnes pour la Gambie. Les marchés de Touba et de Diaobé au Sénégal joueraient un rôle important dans la commercialisation d'huile de palme en Afrique de l'Ouest. La production d'huile de palme en Guinée est artisanale à 80% (DYNAFIV, 2008). Il s'agit d'une activité pratiquée pour l'essentiel par les femmes. L'exploitation des palmiers sauvages n'exige que peu de capital, rendant l'activité attrayante pour les ménages démunis en milieu rural mais lui confère également son caractère d'activité de subsistance et la grande vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages qui y dépendent.

4.2 Structure des marchés et flux

Il y a principalement deux types de marchés en Guinée Bissau : les marchés ruraux ou lumos et les marchés urbains ou marchés de consommation. Les commerçants ambulants, grossistes ou collecteurs, jouent le rôle d'interface entre ces deux types de marchés.

Les marchés hebdomadaires ruraux, aussi appelés lumos, sont à la fois des marchés de production et de consommation. Ils sont animés d'une part par des producteurs ruraux qui viennent y vendre leurs produits agricoles pour acheter les produits manufacturés et importés et par les grossistes/collecteurs qui viennent acheter les produits agricoles et y vendre des produits manufacturés/importés. Les lumos d'une même zone fonctionnent de manière coordonnée afin qu'ils ne se tiennent pas le même jour.

Les marchés urbains sont essentiellement des marchés de consommation. Les transactions s'y passent quotidiennement. On y trouve aussi bien des produits agricoles locaux que des produits importés. On y rencontre grossistes et détaillants. L'offre et la demande y sont assez diversifiées.

Tableau 5: Cartographie des marchés en Guinée Bissau.

Regions	Secteurs	Marchés	
		de consommation	Lumos
SAB	SAB	Bandim	
		Central	
		Pefine	
			Antula
Cacheu	Bula		Bula
	S. Domingos		S. Domingos
Oio	Bissora		Bissora
Bafata	Cuntuboel		Cambadju
Gabu	Gabu	Gabu	
Quinara	Buba	Buba	
Tombali	Catio	Catio	
			Cubumba

Source des données: SIM, Bissau

4.2.1 Le flux des denrées alimentaires sur les différents marchés.

Généralement le flux des denrées alimentaires va des marchés de production vers les marchés de consommation. A l'instar des autres pays de la région (Sénégal, Gambie et Guinée-Conakry), la Guinée-Bissau a une forte dépendance par rapport au riz importé. Le taux de dépendance est estimé à 30%. Le riz importé vient généralement des pays sud-est

asiatique et de l'Amérique latine. Les ports de Guinée Bissau et dans une certaine mesure celui du Dakar sont les principales portes d'entrée du riz importé vers les différents marchés de Guinée-Bissau.

La Guinée Bissau est le plus important exportateur des noix de cajou de la région. L'essentiel de la production de la noix de cajou collectée sur les différents marchés est principalement exporté par le port de Bissau vers le port de Kochi en Inde. Une partie de la production Bissau-guinéenne passe par Zinguinchor avant d'être exportée à partir du port de Banjul. On estime le volume d'anacarde exporté régulièrement via le Sénégal et la Gambie et qui échapperait au contrôle douanier à 7% de la production nationale.

Les excédents de l'huile de palme qui font l'objet du flux transfrontalier viennent des régions de Biombo et de Cacheu. Ce flux est cependant moins important et plus saisonnier. L'arachide bissau-guinéenne est expédiée vers le Sénégal, qui est le principal récepteur de l'arachide produite dans la région, à travers le marché de Diaobé, d'où elle est envoyée vers Touba.

Les zones de l'est (Bafata et Gabu) sont les zones les plus importantes de production de bétail. Cependant les centres urbains de Guinée-Bissau sont également approvisionnés en bétail par l'offre venant de la Haute-Casamance.

Le niébé bissau-guinéen apprécié pour sa qualité est exporté vers les marchés de Diaobé pour approvisionner des marchés sénégalais.

4.2.2 Structure et intégration des marchés, facteurs de fluctuation des prix

Les marchés bissau-guinéens sont caractérisés par des situations d'oligopoles et d'oligopsones, surtout pour ce qui est des filières liées au marché international, notamment le riz importé, l'anacarde et l'arachide. Les marchés bissau-guinéens sont fortement concentrés, avec un taux de concentration allant au delà de 60%, selon l'Etude sur le Commerce Transfrontalier et la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest³⁰. Cette situation pose un risque pour les consommateurs du riz importé et les producteurs de cajou dans la mesure où plusieurs petits producteurs (cajou) ou acheteurs (riz) doivent faire face à une poignée d'acheteurs ou de vendeurs en position dominante. La fixation des prix est souvent influencée par ces super-acheteurs/vendeurs ou l'Etat et va souvent en défaveur des producteurs/acheteurs ruraux. En revanche, la situation est différente pour les céréales

³⁰ Commerce transfrontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : CILSS, FAO, FEWS NET, PAM (Mars 2010)

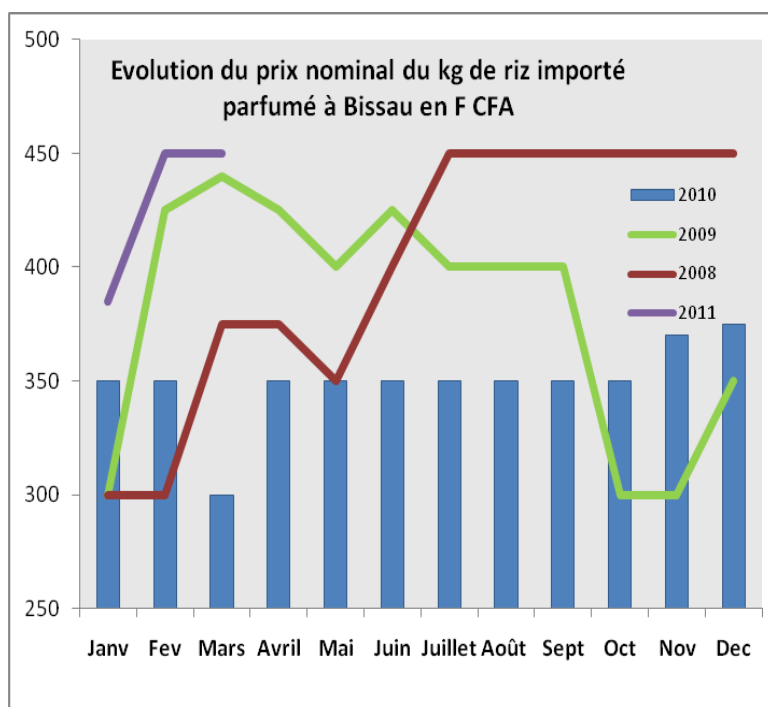
sèches. Dans 70% des cas, selon l'étude précitée, chaque commerçant fixe son propre prix rendant le secteur céréalier plus concurrentiel.

L'intégration des marchés est un facteur qui favorise la sécurité alimentaire. Lorsque les marchés d'une zone sont intégrés, le prix varie de manière synchronique. La stabilité dans les différentiels des prix dans cette zone résulterait de la possibilité qu'ont les acteurs d'échanger les informations et d'exécuter les transferts d'un marché à un autre. Le manque d'infrastructures contribue à l'enclavement des marchés ruraux et affecte négativement leur intégration dans le commerce national et international.

Au niveau du bassin de l'ouest, les marchés de Guinée-Bissau effectuent des échanges commerciales régulières avec les marchés du Sénégal, Gambie et Guinée-Conakry pour les filières arachides, bétail, huile de palme et dans une certaine mesure le niébé. L'analyse des coefficients de corrélation indiquerait une intégration entre les marchés de la région. On note également une synchronisation des prix entre le prix du riz importé à Bangkok et son prix dans la région, y compris sur les marchés de Guinée Bissau, suggérant une corrélation entre les marchés du riz importé de Bangkok et ceux de Guinée Bissau. La forte dépendance du riz importé expose également les marchés locaux au risque du choc que subirait ce produit sur les marchés internationaux qui échapperait au control du pouvoir local.

4.3 Evolution du prix du riz importé

La forte dépendance du pays des importations en riz l'expose à des variations de prix particulièrement importantes au cours de ces dernières années. A l'instar des autres pays de la région, le pays a subi les effets de la flambée des prix des denrées alimentaires de base en 2008 et continue de faire face à des effets conjugués de la crise alimentaire, économique et financière de 2008 et de 2009.



Graphique 9: Evolution du prix nominal du kg de riz importé à Bissau

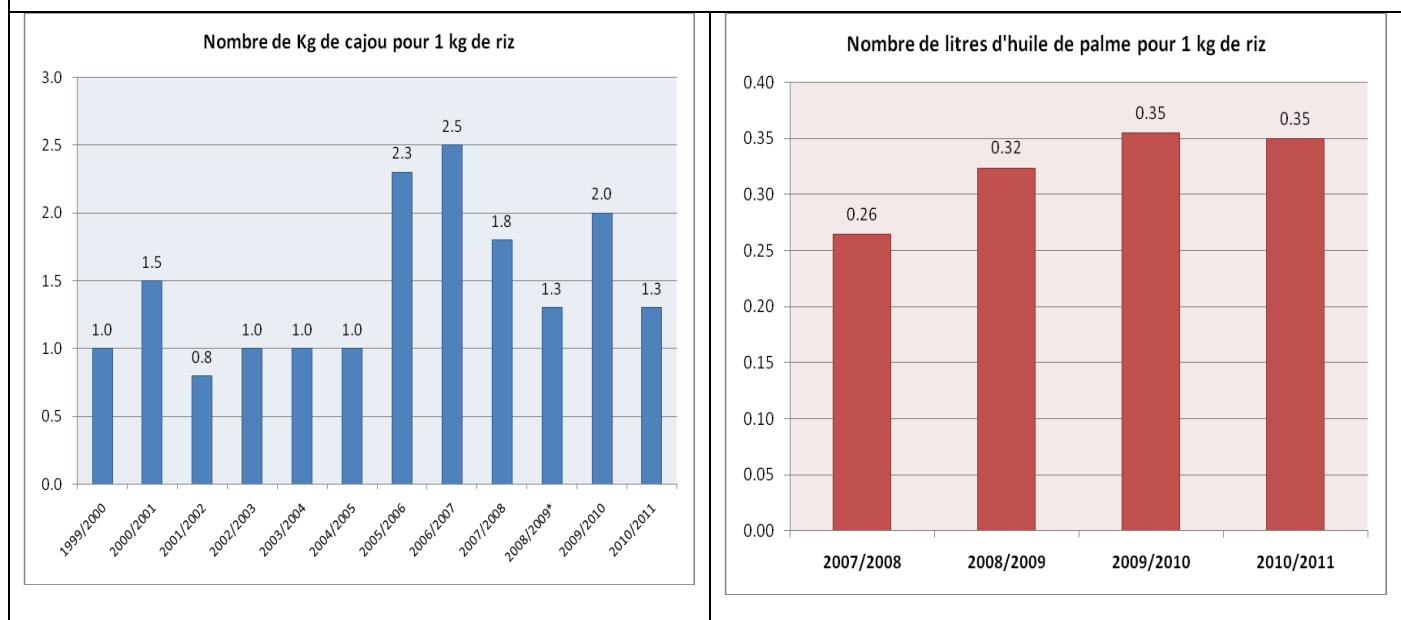
Les séries de données chronologiques sur les prix ont été affectées par des ruptures liées à l'instabilité politique. De ce fait une analyse des données de l'évolution des prix sur une longue période s'avère difficile. Le Ministère de l'agriculture avec l'appui du PAM a mis en place un système de collecte des données sur les prix à Bissau et constitue de ce fait les seules données disponibles. L'évolution du prix nominal du kg de riz importé au cours du 1^{er} trimestre 2011 montre qu'ils se situent à des

niveaux record par rapport aux années précédentes. Le prix du kg de riz importé à Bissau a augmenté en mars 2011 de +50% par rapport à 2010, de +2% par rapport à 2009 et de +20% par rapport à 2008 à la même période (Source : PAM).

Le graphique ci-dessus montre l'évolution du prix nominal du kg de riz importé parfumé à Bissau et permet d'observer qu'en 2010, globalement les prix ont beaucoup baissé après leur envolée de 2008 et de 2009. En outre ils ont connu une stabilité sur une bonne partie de l'année y compris pendant la période de soudure. Contrairement à l'année 2008 où le prix du kg de riz a enregistré une hausse de 80% en août par rapport à la même période en 2007, en août 2010, les prix ont enregistré une baisse de 13% par rapport à août 2009. La tendance montre clairement le caractère spectaculaire de la hausse des prix en 2008. Le risque d'une nouvelle flambée des prix des denrées alimentaires en 2011 reste élevé.

4.4 Des termes de l'échange cajou/riz et huile de palme/riz volatiles et en dégradation

Graphique 10: Evolution des termes de l'échanges cajou/riz et huile de palme riz



La promotion des cultures de rente au détriment des cultures vivrières a conduit le pays à une double dépendance à la fois des cours mondiaux des produits de rente (en l'occurrence la noix de cajou) et des denrées importées de première nécessité comme le riz. Ce qui contribue au déséquilibre permanent de la balance de paiement et à une facture d'importation de plus en plus élevée. De plus, la non transformation des produits d'exportation prive le pays de recettes importantes qui seraient basées sur une plus grande valeur ajoutée. Le taux de transformation de cajou est seulement de 1% à 2% pour la Guinée Bissau contre 17% pour le Burkina Faso, 20% pour le Mozambique et 180% pour l'Inde³¹. En outre, si l'instauration du système de troc entre la noix de cajou et le riz a permis de faciliter les échanges à l'époque où la monnaie nationale (le peso) n'était pas convertible, la pérennisation de cette pratique aujourd'hui constitue une véritable barrière pour l'accès direct au marché des producteurs.

La forte dépendance des producteurs des commerçants locaux crée une situation de quasi monopole qui amplifie la détérioration des termes de l'échange et les tentatives de contrôle

³¹ Marche international de l'anacarde en 2010 : CP-ITC Programme

de l'état ont été systématiquement vouées à l'échec. En 2006, le gouvernement a fixé un prix élevé pour les noix de cajou, ce qui a entraîné une forte diminution des ventes parce que les acheteurs sont allés s'adresser ailleurs. Le gouvernement a baissé les prix en 2007, mais l'offre a surpassé la demande et les agriculteurs, dans l'incapacité d'obtenir un prix décent pour leur culture, ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer. Malgré les meilleurs résultats des récoltes de noix de cajou en 2008, les pertes de revenus cumulées ont entraîné une sérieuse dégradation des moyens d'existence des familles, les rendant encore plus vulnérables face à de futures crises.

L'effet d'annonce qu'a suscité la décision du gouvernement de fixer le prix au producteur du kg de la noix de cajou en 2006 (350 F CFA le Kg) a contribué à un déclin des prix au producteur de l'ordre de 60% par rapport à 2005 et une perte estimée à 22 millions d'euros soit environ 142 euros par ménage³². Les termes de l'échange sont passés d'une situation paritaire de 1 kg de noix de cajou pour 1 kg de riz en 2005 à 1.3 kg de noix de cajou pour 1 kg de riz en 2006 au moment où le prix du kg de riz entre les deux périodes restait quasiment inchangé. La situation en 2010 ne s'est pas significativement améliorée et les termes de l'échange n'ont toujours pas retrouvé leur équilibre paritaire. Ils se situent à 1.3 kg de noix de cajou pour un kg de riz. Les termes de l'échange huile de palme/riz n'ont pas également enregistré d'amélioration et stagnent autour de 0.35 litres d'huile de palme pour un 1 kg de riz contre 0.26 litres d'huile de palme contre un kg de riz en 2007/2008 soit une dégradation de 35% entre les deux périodes.

Le bon approvisionnement des marchés en riz importé est étroitement lié à l'évolution de la campagne de la noix de cajou. Les importations de riz et les exportations de noix de cajou en Guinée Bissau sont assurées par les mêmes grossistes en collaboration avec les sociétés privées d'import-export. Ce système de troc de riz contre la noix de cajou influence directement les importations de riz et joue insidieusement un rôle déstabilisateur dans la production nationale de riz³³.

³² Guinée Bissau : commerce du cajou et du riz / implication pour la sécurité alimentaire (MADR/FAO/PAM- Avril 2007)

³³ CSAO-CILSS, 2008 . Profil Sécurité alimentaire

5 METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

5.1 Objectifs de l'enquête

L'objectif général de cette étude est d'actualiser les informations sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Guinée Bissau en vue de réviser et d'adapter les options de réponse les mieux appropriées pour lutter contre l'insécurité alimentaire en particulier des couches les plus vulnérables. Il s'agit plus spécifiquement:

- i. de déterminer le niveau d'insécurité alimentaire dans les régions enquêtées ;
- ii. de décrire le profil des ménages en insécurité alimentaire;
- iii. d'identifier les causes de l'insécurité alimentaire;
- iv. d'identifier les stratégies d'adaptation développées par les ménages pour faire face aux chocs ;
- v. de formuler, des recommandations sur les types d'interventions les plus appropriées pour atténuer l'insécurité alimentaire.

Les résultats de cette étude seront utilisés par le Gouvernement, le PAM, la FAO et les autres partenaires humanitaires et au développement pour l'élaboration de programmes d'assistance alimentaire et/ou agricoles mieux ciblés et adaptés aux besoins des populations en insécurité alimentaire.

5.2 Concepts et définitions

Sécurité alimentaire : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active³⁴».

Quatre conditions sont requises : (i) des approvisionnements ou des disponibilités alimentaires suffisants, (ii) la stabilité des approvisionnements alimentaires, sans fluctuations ou pénuries d'une saison -ou d'une année- à une autre, (iii) la nourriture accessible ou abordable, et (iv) la qualité et l'innocuité des aliments³⁵.

Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire : La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire se définit par l'exposition au risque atténué par la capacité de faire face. Cette vulnérabilité peut avoir un caractère structurel ou conjoncturel. Une autre manière de formuler le

³⁴ Sommet mondial pour l'alimentation de 1996

³⁵ Sommet Mondial de l'alimentation, Rome - 1994.

concept de vulnérabilité serait: « Est vulnérable, celui qui, se trouvant confronté à un environnement à haut risque est sous-assuré par rapport au risque encouru ».

Pauvreté et insécurité alimentaire : La faim est un symptôme, une conséquence, une expression de la pauvreté. Les personnes extrêmement pauvres vivent dans l'insécurité alimentaire et sont hautement vulnérables. Néanmoins, tous ceux qui sont pauvres ne sont pas toujours vulnérables à l'insécurité alimentaire. Certaines populations peuvent avoir des revenus faibles sans toutefois être en situation d'insécurité alimentaire.

Les moyens de subsistance. Les normes Sphère définissent les moyens de subsistance de la façon suivante: "Les moyens de subsistance se composent des capacités, des biens (y compris les moyens matériels ainsi que sociaux) et des activités requis pour se donner un moyen de gagner sa vie qui soit propice à la survie et au bien-être futur."

Les stratégies de survie désignent la façon dont les ménages utilisent et combinent leurs avoirs (humains, sociaux, financiers, matériels, naturels et politiques) pour se procurer des aliments, un revenu et d'autres biens et services, dans le contexte dans lequel ils vivent.

5.3 Echantillonnage

Pour cette enquête, l'INE (Institut National de Statistique de la Guinée Bissau) a adopté une méthodologie d'échantillonnage probabiliste stratifiée à deux degrés. Au premier degré, 204 ZD ont été tirées représentant ainsi un échantillon de 15% de l'ensemble des ZD du milieu rural. Les ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle à la taille de chaque région. Au premier degré, les ZD ont été tirées de façon systématique et au second degré 16 ménages ont été également tirés de façon systématique dans chaque ZD. Cette méthodologie permet de générer un échantillon auto pondéré représentatif du milieu rural de chaque région et sur le plan national. La taille totale de l'échantillon est de 3276 ménages répartis dans les huit régions du pays comme le présente le tableau ci-dessous. Le taux de réalisation est globalement très bon et est estimé à 99% au niveau national variant de 96% dans la région de Cacheu à 101% dans la région de Gabu.

Tableau 6: Répartition de l'échantillon par région

Régions	Nombre de villages échantillon	Nombre de ménages échantillon	Nombre de ménages effectivement enquêtés	Taux de réalisation
Oio	123	689	677	98%
Cacheu	125	592	570	96%
Bafata	128	561	560	100%
Gabu	108	558	561	101%
Tombali	62	310	309	100%
Quinara	36	181	181	100%
Biombo	22	272	270	99%
Bolama Bijagos	26	113	114	101%
Total	630	3276	3242	99%

5.4 Collecte et contrôle des données

La collecte des données à été faite à l'aide des questionnaires ménages et villages programmés sur un support informatique (PDA : Personal Digital Assistance). Les appareils PDA ont l'avantage de permettre une saisie automatique des données mais également assure un contrôle de qualité depuis la collecte de données jusqu'à la saisie des données. Les éventuelles erreurs de collecte ou de saisie ont été en même temps corrigées avant de quitter le ménage ou le village. Les enquêteurs ont été préalablement formés à la fois sur le contenu des questionnaires mais aussi sur l'utilisation correcte des PDA. Des pré-tests ont été organisés lors de la formation et seuls les enquêteurs les plus qualifiés ont été retenus pour conduire l'enquête sur le terrain. Au total 27 enquêteurs, 8 chefs d'équipes et deux équipes de coordination composés des cadres du PAM et de l'INE ont été nécessaires pour la collecte des données qui s'est déroulée du 09 Novembre au 8 décembre 2010.

5.5 Analyse des données

L'analyse de l'insécurité alimentaire dans le présent rapport est basée sur le cadre conceptuel d'analyse de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité adopté par le PAM (voir annexe). L'approche est basée sur l'utilisation du score de consommation alimentaire comme indicateur proxy de l'insécurité alimentaire après validation avec les principaux indicateurs d'accès de l'insécurité alimentaire. L'approche stipule qu'il existe des fondements théoriques suffisants pour assimiler une pauvre consommation alimentaire en

termes de fréquence et de diversité à l'insécurité alimentaire courante³⁶. Les tests de validation sont présentés en annexe du document ainsi que le détail du calcul de l'indicateur. A partir du moment où le score de consommation alimentaire apparaît comme un indicateur proxy crédible de la sécurité alimentaire des ménages, des réajustements ont été faits pour tenir compte des cas de « faux classement extrême ». Par exemple un ménage peut avoir une consommation alimentaire acceptable en termes de fréquence et de diversité élevée mais qui soit confronté à de difficultés aiguës d'accès à la nourriture en faisant recours intensivement à des stratégies d'accès alimentaire extrême. En se basant sur le score de consommation alimentaire, une reclassification de ces catégories de ménages a été faite à partir d'indicateurs de triangulation, notamment l'indice de richesse et l'indice de stratégie de survie³⁷. En définitive, la convergence des preuves a été utilisée pour reclasser ces catégories de ménages sur l'échelle d'insécurité alimentaire qui caractérise la mieux leur situation.

5.6 Limites de l'étude

L'enquête est représentative uniquement du milieu rural. De plus, la période pendant laquelle les données ont été collectées correspond à celle des récoltes de céréales où les disponibilités alimentaires à l'intérieur des ménages sont généralement meilleures. La méthodologie utilisée peut également conduire à de faibles effectifs dans les régions très peu peuplées et à une sur représentation dans celles les plus peuplées mais il semble que ce biais soit minimisé parce qu'un nombre minimum de ménages ait été atteint dans chaque région et la base de sondage utilisée est à jour. Par ailleurs, cette enquête n'inclut pas un volet nutritionnel pour évaluer simultanément la situation alimentaire des ménages avec la situation nutritionnelle des enfants dans le pays mais les résultats de l'enquête MICS actuellement en cours de traitement devraient permettre de combler en partie ce gap.

³⁶ Pour plus d'informations, consulter http://vam.wfp.org/MATERIAL/FCS_Guidance

³⁷ Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite qui ont en même temps des valeurs supérieures à la moyenne de l'échantillon et en même temps dans le groupe des ménages les plus pauvres selon l'indice de richesse sont classés en insécurité alimentaire sévère. Environ 3% des ménages ont été concernés par cette reclassification.

6 Consommation alimentaire des ménages et insécurité alimentaire

La présente session analyse la consommation alimentaire des ménages ruraux Bissau guinéens en termes de fréquence et de diversité. Les différents aliments consommés par les ménages au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête ont été regroupés en 9 groupes selon la nomenclature de la méthodologie du PAM.

Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur composite (standardisé du PAM) calculé pour refléter la diversité alimentaire (nombre d'aliments ou groupes d'aliments différents consommés au cours d'une période de référence), la fréquence (nombre de jours par semaine) ainsi que l'apport nutritionnel relatif des produits et groupes alimentaires consommés par un ménage.

Il est calculé en utilisant la formule suivante :

$$\text{Score} = a_{\text{cereale}}x_{\text{cereale}} + a_{\text{legmnse}}x_{\text{legmnse}} + a_{\text{leg}}x_{\text{leg}} + a_{\text{fruit}}x_{\text{fruit}} + a_{\text{animal}}x_{\text{animal}} + a_{\text{sucres}}x_{\text{sucres}} + a_{\text{lait}}x_{\text{lait}} + a_{\text{huile}}x_{\text{huile}}$$

Avec :

a_i = Poids attribué au groupe d'aliments.

x_i = Nombre de jours de consommation relatif à chaque groupe d'aliments (≤ 7 jours)

Tableau 7: Groupes d'aliments et poids dans le calcul du score de consommation alimentaire

Types d'aliments	Groupes d'aliments	Poids
Maïs, mil, sorgho, riz, pain/beignets, pâtes alimentaires	Céréales et tubercules	2
Manioc, ignames, banane plantain, autres tubercules	(aliments de base)	
Arachides/Légumineuses (haricot, niébé, pois, lentilles, etc.)	Légumineuses	3
Légumes (+ feuilles)	Légumes et feuilles	1
Fruits (mangues, oranges, bananes, etc.)	Fruits	1
Viandes, poissons, fruits de mers, escargot, œufs	Protéines animales	4
Laits/Produits laitiers	Produits laitiers	4
Sucre, miel, autres sucreries	Sucres	0.5
Huiles et graisses	Huiles	0.5
Condiments, épices	Condiments (*)	0

Les valeurs des scores ainsi calculés pour chaque ménage sont reportées sur une échelle allant de 0 à 112. Les seuils standard 21 et 35 (voir tableau ci-dessous) ont été utilisés pour déterminer les trois classes de qualité du régime alimentaire des ménages (pauvre, limite et acceptable).

Tableau 8: Seuils du score de consommation alimentaire

Si SCA ≤ 21	Consommation alimentaire pauvre
21 < SCA ≤ 35	Consommation alimentaire limite
35 < SCA ≤ 45	Consommation alimentaire moyennement acceptable
Si SCA > 45	Consommation alimentaire acceptable

SCA = Score de consommation alimentaire

La mesure des quantités consommées n'est pas intégrée dans le calcul du score de consommation alimentaire. Cependant, les aliments consommés en très petites quantités sont comptabilisés au titre de condiments (sauf l'huile et le sucre), afin de ne pas surestimer la consommation de certains aliments tels que la viande ou le poisson, qui peuvent fréquemment être utilisés pour agrémenter les sauces, mais dont l'apport nutritionnel est limité, étant donné leur quantité consommée très faible.

Sur la base de cette méthodologie, le tableau ci-dessous affiche les résultats suivant le niveau de consommation alimentaire des ménages et révèle que 5% des ménages ruraux en Guinée Bissau ont une consommation alimentaire pauvre, 15% ont une consommation alimentaire modérée et 81% ont une consommation alimentaire acceptable.

Tableau 9: Répartition des ménages suivant les classes de consommation alimentaire par région

Régions	Consommation alimentaire			Total
	Pauvre	Limite	Acceptable	
Tombali	1%	10%	89%	100%
Quinara	19%	27%	54%	100%
Oio	7%	18%	75%	100%
Biombo	5%	14%	82%	100%
Bolama	13%	12%	75%	100%
Bafata	2%	11%	87%	100%
Gabu	2%	12%	86%	100%
Cacheu	4%	17%	80%	100%
Total	5%	15%	81%	100%

La répartition selon les régions montre des proportions de ménages avec une consommation alimentaire pauvre plus élevée dans les régions de Quinara (19%), de Bolama (13%) et de Oio (7%) sans qu'il ne soit possible d'en juger les quantités de calorie équivalentes à ces niveaux de consommation. S'agissant de la consommation alimentaire limite, les taux sont plus élevés dans les régions de Quinara (27%), de Oio (18%), de Cacheu (17%).

En se basant sur les résultats de la triangulation de la consommation alimentaire des ménages avec les autres indicateurs d'accès des ménages, notamment l'indice de richesse et l'indice de stratégie de survie, en procédant à des réaffectations de classe pour les ménages qui ont une consommation alimentaire acceptable ou moyenne mais avec des valeurs élevées pour l'indice de stratégie de survie et sont par ailleurs classés parmi les ménages les plus pauvres selon l'indice de richesse, on aboutit à un taux d'insécurité alimentaire global de 20% dont 8% d'insécurité alimentaire sévère et 12% d'insécurité alimentaire modérée. Les résultats de cette reclassification montre que les catégories de ménages les plus concernées sont celles qui ont une consommation alimentaire limite.

Tableau 10: Répartition des ménages suivant le niveau d'insécurité alimentaire et la région

Régions	Insécurité alimentaire Sévère	Insécurité alimentaire modérée	En sécurité alimentaire	Total
Tombali	4%	10%	86%	100%
Quinara	28%	19%	53%	100%
Oio	11%	14%	75%	100%
Biombo	11%	8%	81%	100%
Bolama	21%	9%	70%	100%
Bafata	3%	11%	87%	100%
Gabu	3%	12%	85%	100%
Cacheu	7%	15%	78%	100%
Ensemble	8%	12%	80%	100%

Les résultats de l'analyse des données montre que globalement **20% des ménages ruraux sont affectés par l'insécurité alimentaire dont 8% touchés par l'insécurité alimentaire sévère et 12% par l'insécurité alimentaire modérée.** Ces taux correspondent à environ **179.000 personnes en insécurité**

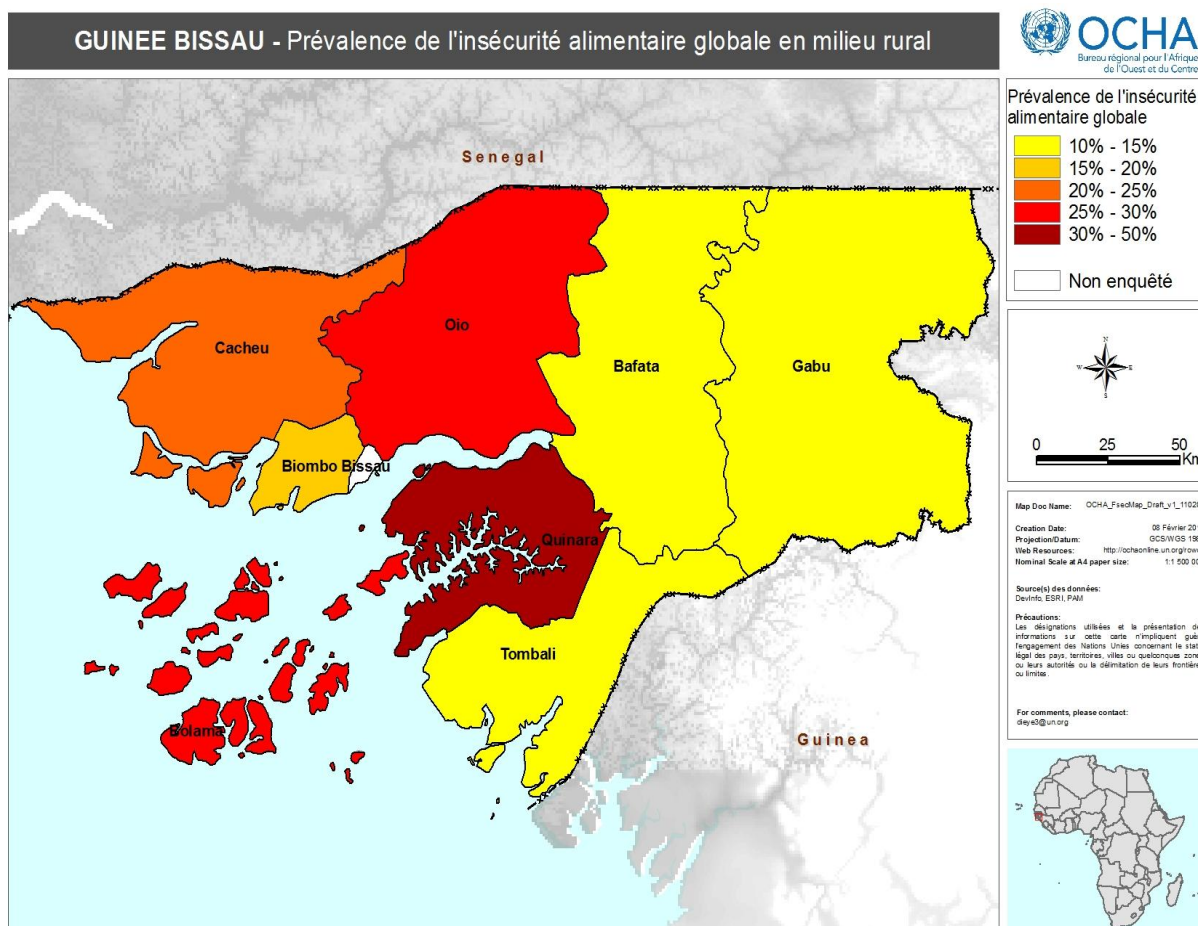
alimentaire dont 70.000 en insécurité alimentaire sévère et 109.000 personnes en insécurité alimentaire modérée.

L'analyse de la distribution de l'insécurité alimentaire suivant les régions révèle que globalement celles du sud et du nord du pays sont les plus affectées.

En ce qui concerne **l'insécurité alimentaire sévère**, les proportions de ménages touchés sont plus élevées dans les régions suivantes : **Quinara (28%) ; Bolama (21%) ; Oio (11%) ; Biombo (11%)**. Elles présentent des taux d'insécurité alimentaire sévère plus élevés que la moyenne nationale qui est de 8%. Celle de Cacheu (7%) présente également un taux d'insécurité alimentaire sévère proche de la moyenne nationale. En revanche les régions de Tombali (4%), de Bafata (3%) et de Gabu (3%) présentent les taux d'insécurité alimentaire sévère les plus faibles. S'agissant **de l'insécurité alimentaire modérée, elle est prédominante dans les régions de : Quinara (19%) ; de Cacheu (15%), de Oio (14%)**. Celles de Gabu (12%), de Bafata (11%), et de Tombali (10%) présentent des niveaux d'insécurité alimentaire modérée proche de la moyenne nationale qui est de 12%.

Finalement si l'on considère globalement **l'insécurité alimentaire sévère et modérée**, elle touche davantage plus de ménages dans les régions de : **Quinara (47%) ; de Bolama (30%) ; de Oio (25%) ; de Cacheu (22%)**. Celle de **Biombo (19%)** se situe à un niveau proche de la moyenne nationale de 20% tandis que celles de Gabu (15%), de Bafata (14%) et de Tombali (14%) présentent des taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée les moins élevés.

Carte 2: Distribution de l'insécurité alimentaire sévère et modérée par région



D'une manière générale, la consommation des ménages en milieu rural en Guinée Bissau est essentiellement basée sur les céréales en particulier le riz. Presque tous les ménages (99.3%) ont consommé les céréales tous les jours au cours de la semaine précédant l'enquête. Cette consommation de céréales est essentiellement dopée par celle du riz qui est consommée en moyenne 6 jours sur 7 tandis que les autres céréales ne sont consommées qu'un jour sur sept au cours de la semaine précédant l'enquête. On n'a pas noté de différences significatives selon les niveaux d'insécurité alimentaire des ménages ni par rapport à la fréquence de consommation ni par rapport à la proportion des ménages qui ont consommé le riz. Toutefois, des différences importantes de consommation apparaissent selon le niveau d'insécurité alimentaire en ce qui concerne des groupes d'aliments spécifiques tels que les protéines d'origine animale et les légumineuses qui sont faiblement consommés par les ménages en insécurité alimentaire. En moyenne, les protéines animales (viande, volailles) ont été consommées seulement un jour sur sept par

les ménages en insécurité alimentaire sévère contre 2 pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 5 pour les ménages en sécurité alimentaire. Certains groupes d'aliments sont carrément absents du menu des ménages en Guinée Bissau : les fruits et les produits laitiers traduisant à la fois le déséquilibre alimentaire et les difficultés d'accès des ménages. Ces déficits de consommation peuvent se traduire par des impacts négatifs non seulement sur la situation alimentaire du ménage mais affecter négativement aussi celle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes qui constituent les groupes les plus vulnérables.

Tableau 11: Fréquence de consommation des différents groupes d'aliments selon le niveau d'insécurité alimentaire

Aliments/groupes	Inséc. al sévère		Insec. al Modérée		En sécurité alimentaire		Ensemble	
	% de ménages qui ont consommé	Fréq - moy	% de ménages qui ont consommé	Fréq- moy	% de ménages qui ont consommé	Fréq- moy	% de ménages qui ont consommé	Fréq- moy
Céréales	95	6	99.5	7	99.7	7	99.3	7
-Riz	92	6	96.5	6	96.5	6	96.1	6
-Autres céréales	23	1	31.8	1	34.6	1	33.3	1
Tubercules	10	0	18.2	0	24.8	1	22.8	1
Légumineuses	35	1	65.1	2	85.8	4	79.3	4
Feuilles et légumes	37	1	61.4	3	69.2	4	65.4	3
Fruits	8	0	6.2	0	25.1	1	22.7	1
Protéines animales	44	1	74.4	2	94.3	5	87.3	4
Lait et produits laitiers	0	0	3	0	19.3	1	15.8	1
Huile	38	1	60	2	77	3	71.7	3
Sucre	25	1	42.3	1	64.4	3	58.5	3

Pourcentage des ménages qui ont consommé au moins une fois le groupe d'aliments au cours des 7 derniers jours précédant l'enquête.

La fréquence moyenne indique le nombre de jour moyen pendant lequel le groupe d'aliments a été consommé au cours des 7 jours précédant l'enquête

7 Caractéristiques socio démographiques des ménages en insécurité alimentaire

La distribution de l'insécurité alimentaire suivant le sexe du chef de ménage montre que globalement les ménages dirigés par les femmes sont plus affectés que ceux dirigés par les hommes.

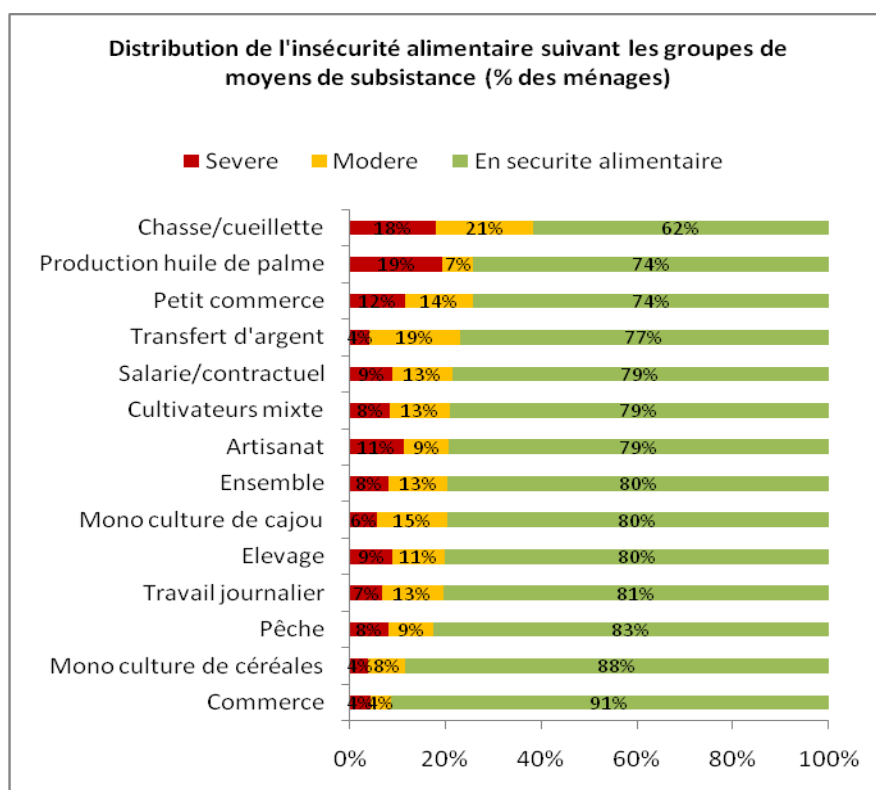
Le taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée est significativement plus élevé ($p=0.000$) parmi les ménages dont le chef est une femme (27.6% dont 13.8% d'insécurité alimentaire sévère) que parmi les ménages dont le chef est un homme (19.5% dont 7.3% d'insécurité alimentaire sévère). Cette configuration des résultats recoupe largement l'analyse suivant le statut matrimonial du chef de ménage. La majorité des chefs de ménages femmes (61.9%) étant composée de veuves. Deux caractéristiques majeures additionnelles semblent également se dégager à la lecture des résultats.

En ce qui concerne le niveau d'éducation du chef de ménages, on note que le taux d'insécurité alimentaire est significativement plus élevé ($p=0.000$) pour les ménages sans niveau d'instruction (23% dont 10% d'insécurité alimentaire sévère) que parmi les ménages dont le chef sait lire et écrire (16.3% dont 4.7% de sévère). La répartition suivant la taille des ménages semble également montrer que les ménages de petite taille tendent à présenter des niveaux d'insécurité alimentaire significativement plus élevés que les ménages de taille plus large ($p=0.000$). Il semble cependant que cette relation ne soit pas linéaire puisque le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages de plus de 12 personnes est supérieur à ceux des ménages de 9-11 personnes (8.5% contre 5.2%). En d'autres termes, il existe un seuil pour lequel une augmentation additionnelle d'une unité de la taille du ménage pouvait se traduire par une dégradation de la sécurité alimentaire des membres du ménage. En conclusion on peut suggérer qu'en plus des ménages de très petite taille, les ménages de très grande taille sont aussi vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Ces résultats apparaissent cohérents avec la situation en milieu rural où la capacité d'accès à la nourriture est fortement liée à celle de la production agricole. Les ménages de petite taille disposant de moins de force de travail pour les activités agricoles et la diversification de leurs sources de revenu tandis que ceux de grande taille peuvent réaliser une économie d'échelle en disposant d'une main d'œuvre plus abondante et donc une capacité de production et de diversification plus élevée. Les possibilités de complémentarité et de solidarité intra-ménages étant corrélativement plus fortes parmi les ménages de grandes tailles. Les données collectées ne permettent pas de calculer le ratio de dépendance mais en rapportant à titre indicatif le nombre d'enfant de 0 à 14 ans à la taille de chaque ménage, on note que ce ratio est effectivement plus faible parmi les ménages de petite taille.

8 Distribution de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance

L'enquête a collecté les données sur les différentes sources de revenu des ménages et permet ainsi de décomposer les résultats selon les moyens de subsistance des ménages. A défaut de distinguer ces différents groupes de moyens de subsistance avant la collecte de données, il est possible de faire une analyse à posteriori pour catégoriser les ménages enquêtés selon ces derniers. Du fait des incertitudes qui pèsent généralement sur la collecte des données sur le revenu, l'analyse s'est surtout basée sur la contribution relative de chaque source de revenu. La contribution des différentes sources de revenu a été calculée et des analyses statistiques multidimensionnelles ont été utilisées pour classer les ménages selon différents groupes de moyens de subsistance. Le graphique ci-dessous donne la répartition des ménages suivant les différents groupes de moyens de subsistance obtenus ainsi que les niveaux d'insécurité alimentaire et appelle à plusieurs commentaires.



Graphique 11: Distribution de l'insécurité alimentaire selon les groupes de moyens de subsistance

En ce qui concerne la répartition des ménages, on note comme on s'y attendait la prédominance des groupes de ménages qui dépendent de la culture mixte de cajou et de céréales qui représentent 46.5% des ménages ruraux. Les ménages ruraux qui dépendent de la mono culture de cajou représentent 13.3%

tandis que ceux qui dépendent de la production d'huile de palme représentent seulement 1%. Parmi les activités non agricoles, le travail journalier et le petit commerce prédominent avec respectivement 11% et 8.1% des ménages.

Ensuite, l'examen de la distribution de l'insécurité alimentaire parmi les différents groupes de moyens de subsistance montre que globalement ceux les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère et modérée sont les suivants : Chasse et cueillette (38,4%) ; production d'huile de palme (25,9%) ; Petit commerce (25,8%), transfert d'argent (23%). Les groupes suivants présentent également des niveaux d'insécurité alimentaire assez élevés et proches de la moyenne nationale : Artisanat (20,7%) ; culture mixte de cajou et de céréales (20,9%) ; Travail journalier (19,2%) ; Mono culture de cajou (20,3%). En dehors du groupe de ménages qui dépendent des activités commerciales qui enregistrent un taux d'insécurité alimentaire relativement bas, les autres groupes de ménages affichent des taux d'insécurité alimentaire variant de 15% à 17%. En ce qui concerne l'insécurité alimentaire sévère, elle prédomine dans les groupes de moyens de subsistance suivants : production d'huile de palme (19,4%) ; Chasse et cueillette (17,9%) ; Petit commerce (11,5%) ; Artisanat (11,3%).

Si cette configuration des résultats peut être influencée par le fait que l'enquête ait eu lieu en période des récoltes des céréales, elle révèle la diversité des moyens de subsistance dans le pays et le caractère généralisé de l'insécurité alimentaire. Tous les groupes de moyens de subsistance sont touchés à des degrés divers par l'insécurité alimentaire. Une analyse croisée montre que le pourcentage des ménages les plus pauvres est également plus élevé dans les groupes de moyens de subsistance les plus touchés par l'insécurité alimentaire : les plus pauvres représentent 43% des ménages dépendants de la production d'huile de palme et environ 40% des ménages dont les moyens de subsistance sont basés sur le petit commerce ou qui vivent de la chasse et de la cueillette.

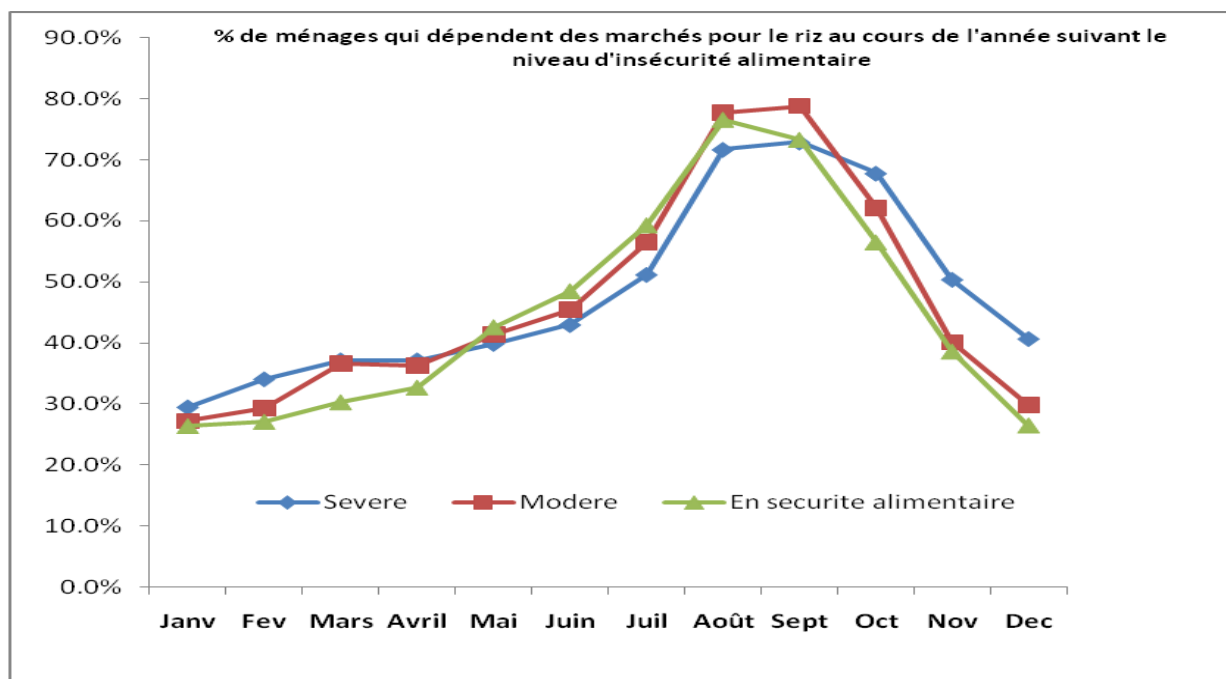
9 Accès alimentaire des ménages et insécurité alimentaire

9.1.1 Sources d'approvisionnement des ménages et saisonnalité

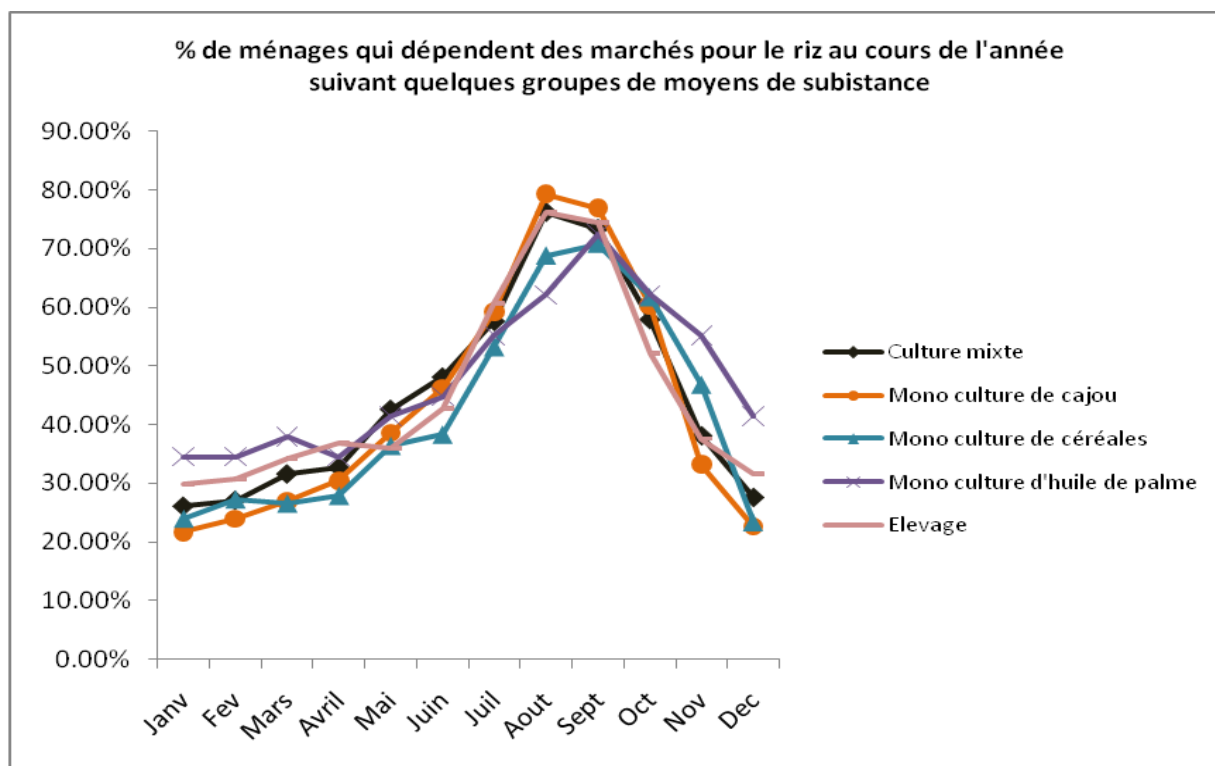
Les graphiques ci-dessous illustrent la dépendance des ménages par rapport au marché pour l'alimentation en riz qui est la principale denrée de consommation de base en Guinée Bissau. On note une forte dépendance du marché pendant la période de soudure (août septembre) et une faible dépendance des marchés pendant la période des récoltes (octobre à janvier). Environ 76% des ménages dépendent des marchés pour l'accès au riz pendant le pic de la période de soudure (août) contre 40 % en Novembre, 28% en décembre et 27% en janvier. La dépendance par rapport au marché augmente au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la période des récoltes et qu'on s'approche de la période de soudure. Ce qui semble respecter le cycle de production agricole du pays.

Cette situation est commune à l'ensemble des ménages quelque soit leur niveau d'insécurité alimentaire ou leurs groupes de moyens de subsistance. Bien que le niveau de dépendance soit globalement plus élevé pour certaines catégories socio économiques, l'analyse dans le temps répond au même schéma d'ensemble. On peut donc suggérer qu'il existe une forte interdépendance entre les sources de revenu en Guinée Bissau. Par exemple pendant la période de récolte, les travailleurs journaliers agricoles se font payer en nature plutôt qu'en espèce réduisant ainsi leur dépendance par rapport au marché pour leur alimentation. D'autre part, elle reflète la faible monétisation de l'économie rurale en Guinée Bissau. La plupart des produits agricoles sont troqués pendant la période des récoltes et les sources de crédit ne sont disponibles que pendant cette période où les stocks en riz sont généralement constitués par le biais des échanges. En outre les réseaux de solidarité sont plus actifs pendant cette période contribuant ainsi à améliorer la disponibilité alimentaire au niveau de l'ensemble des ménages.

Graphique 12: Dépendance des marchés et saisonnalité selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages

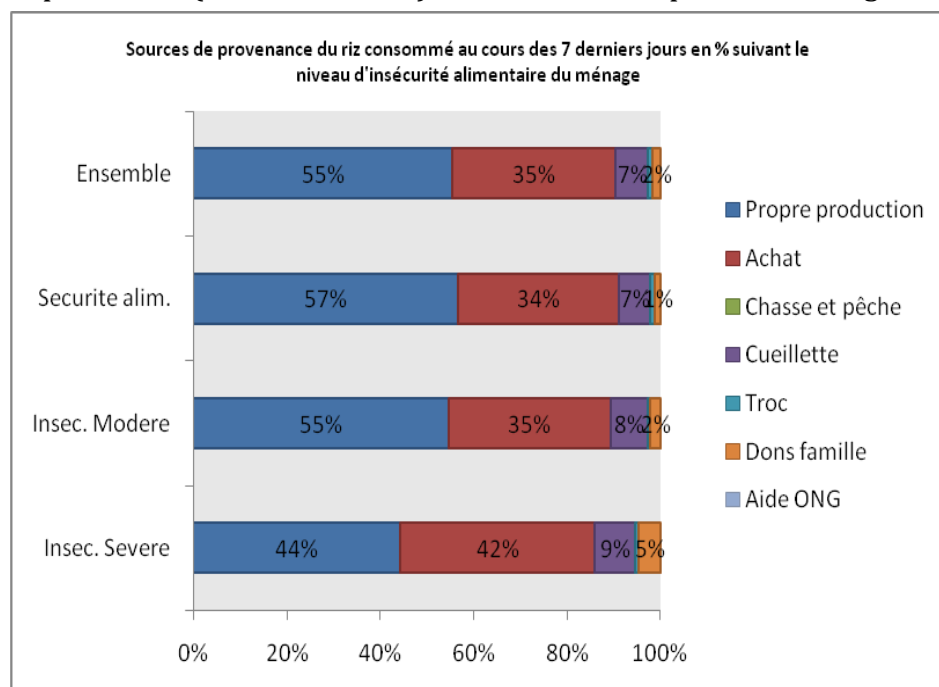


Graphique 13: Dépendance des marchés et saisonnalité selon les groupes de moyens de subsistance



9.1.2 Sources de provenance du riz consommé par les ménages

La présente session focalise l'analyse des sources de provenance des aliments consommés au cours de la semaine précédant l'enquête sur le riz qui est la principale denrée de base en Guinée Bissau. Soulignons tout d'abord qu'étant donné que les quantités consommées par les ménages ne sont pas évaluées par l'enquête, l'analyse porte sur des jugements des ménages en ce qui concerne les sources de consommation du riz. De plus les proportions ont été calculées par rapport à la fréquence de consommation de cette denrée au cours des 7 derniers jours. Bien que les résultats issus d'une telle analyse soit indicative, elle traduit néanmoins la réalité connue de l'accès des ménages Bissau Guinéens en période de récoltes comme mentionnée dans le paragraphe précédent. La dépendance par rapport au marché étant moins forte pendant les récoltes que pendant la période de soudure. Selon les résultats de l'enquête, le riz constitue la principale production pour 54% des ménages ruraux essentiellement destiné à la consommation. Le graphique ci-dessous donne la proportion des différentes sources de consommation en riz et montre qu'elle est constituée essentiellement de l'autoconsommation à hauteur de 55% et des achats qui représentent 35% de la consommation hebdomadaire des ménages. Une déclinaison de ces résultats suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages révèle que la proportion des ménages dont la consommation du riz provient essentiellement de la propre production est la plus faible (44% seulement) contre 55 à 57% pour les ménages en insécurité alimentaire



modérée ou en sécurité alimentaire.

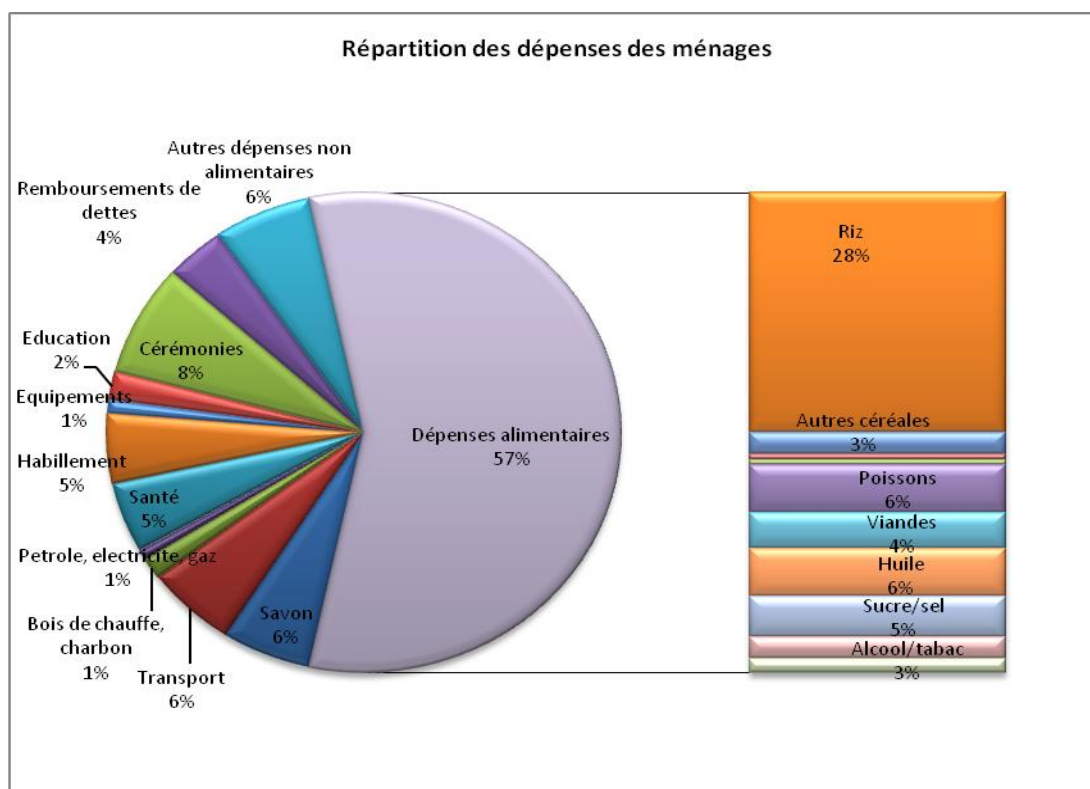
Graphique 14: Sources de provenance du riz consommé au cours des 7 derniers jours

9.1.3 Dépenses des ménages

L'enquête a également collecté les données sur les dépenses des ménages et permet également de compléter le profil des ménages affectés par l'insécurité alimentaire. Etant donné la forte variabilité qui caractérise généralement les données sur les dépenses des ménages, leur traitement dans le cadre de cette analyse s'est surtout focalisé sur les parts des postes clés des dépenses des ménages. Les enquêtes sur la pauvreté dont l'ILAP2 étant plus indiquées pour fournir des informations précises sur le niveau des dépenses et des revenus des ménages. La répartition des dépenses des ménages montre la prépondérance des dépenses alimentaires dans le budget global des ménages. Les dépenses alimentaires représentent 57% des dépenses globales des ménages et on ne note pas de différences significatives selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages. Les dépenses en riz représentent en moyenne 50% des dépenses alimentaires et 28% des dépenses globales.

La part des dépenses en riz varie quant à elle considérablement suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages : elle représente 64% des dépenses alimentaires pour les ménages en insécurité alimentaire sévère, 56% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée et 46% pour les ménages en sécurité alimentaire.

Graphique 15: Répartition des dépenses des ménages



Les autres postes les plus importants des dépenses des ménages sont les cérémonies (8%), le savon (6%), les transports (6%), la santé (5%), l'habillement (5%). Les dépenses d'éducation ne représentent que 2% des dépenses globales en moyenne pour les ménages ruraux en Guinée Bissau.

9.1.4 Pauvreté selon l'indice de richesse et insécurité alimentaire

On constate également que l'insécurité alimentaire touche davantage plus les ménages les plus pauvres. Bien que les données collectées ne permettent pas de calculer rigoureusement des taux de pauvreté monétaires, une approche non monétaire est possible en considérant les biens des ménages et certaines caractéristiques socio économiques (cf note de bas de page). Les résultats obtenus suivant cette approche montrent que les taux d'insécurité alimentaire sévère sont 4 à 6 fois plus élevés parmi les ménages les plus pauvres par rapport à ceux qui sont moyens et plus nantis. Globalement, les taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée sont significativement plus élevés parmi les ménages les plus pauvres et intermédiaires. En recoupant ces informations avec les données collectées sur les revenus et les dépenses des ménages, on aboutit aux mêmes conclusions³⁸. En revanche, en ce qui concerne la part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales des ménages, on n'a pas noté de différences significatives entre les ménages qui consacrent entre 52% et 55% de leur budget à l'achat de la nourriture. Pour l'ensemble des ménages ruraux, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales est de 55.2%. Les dépenses en riz seules représentent plus du quart (26%) des dépenses totales et environ 40% des dépenses alimentaires des ménages ruraux en Guinée Bissau. Ces proportions sont encore plus élevées pour les ménages en insécurité alimentaire. Les dépenses en riz représentent plus de 30% des dépenses globales et plus de la moitié (52.3%) des dépenses alimentaires des ménages en insécurité alimentaire sévère. Ces proportions sont respectivement de 26% et de 30% pour les ménages en insécurité alimentaire modérée.

³⁸ En croisant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages avec les terciles de revenu et des dépenses collectées on aboutit à la même conclusion : les ménages ayant les revenus ou les dépenses les plus faibles affichent des niveaux d'insécurité alimentaire significativement plus élevés.

Le graphique ci-dessous donne la distribution de l'indice de richesse (comme un indicateur proxy de la pauvreté non monétaire) suivant les régions et permet d'observer que le pourcentage des ménages classés pauvres est plus élevé dans les régions où la prévalence de l'insécurité alimentaire est également plus forte. Les résultats montrent que les ménages les plus pauvres représentent 66% des ménages des régions de Quinara et de Bolama et 52% des ménages de la région de Biombo. Ces régions étant par ailleurs celles qui enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Les plus pauvres représentent 41% des ménages de la région de Oio, 38% des ménages de la région de Tombali et 30% des ménages de la région de Cacheu. Les plus pauvres représentent respectivement 16% et 15% des régions de Bafata et de Gabu. Bien que la pauvreté n'implique pas systématiquement l'insécurité alimentaire, ces résultats montrent que l'insécurité alimentaire en milieu rural Bissau Guinéen rime fortement avec pauvreté.

Graphique 16: Pauvreté et insécurité alimentaire

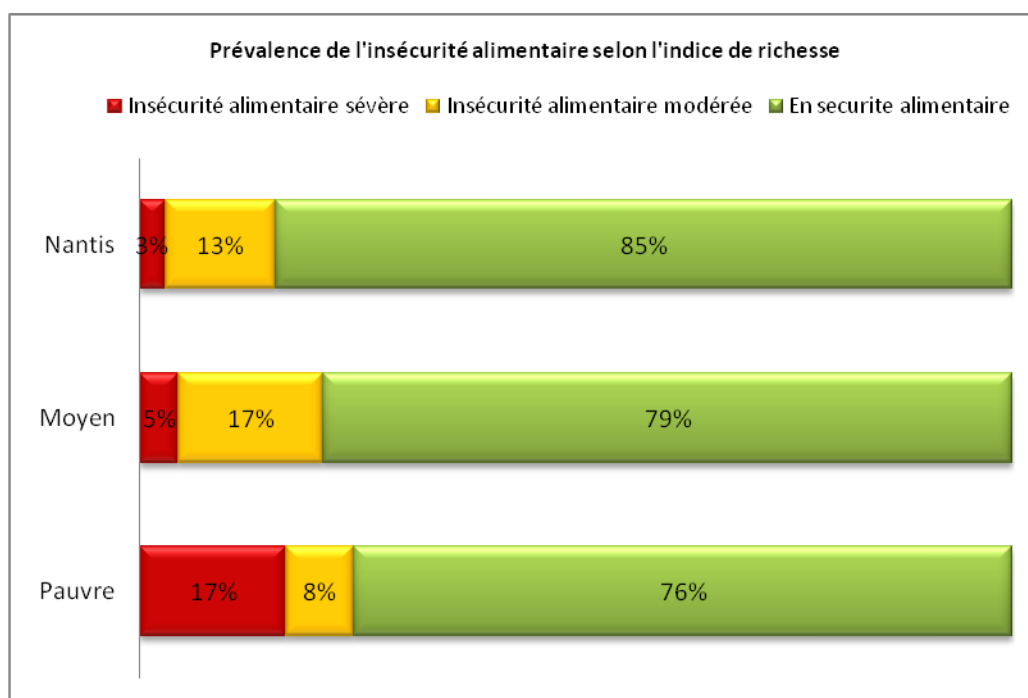


Tableau 12: Tableau de synthèse sur les caractéristiques socio économique des ménages

Caractéristiques du ménage		Insécurité alimentaire		
		Sévère (%)	modérée (%)	sévère et modérée (%)
Sexe du chef de ménage	Femme	13.8	13.8	27.6
	Homme	7.3	12.2	19.5
Le chef de ménage sait lire et écrire	Oui	4.7	11.6	16.3
	Non	10.1	12.9	23.0
Taille du ménage	1-4 personnes	11.8	12.2	24.0
	5-8 personnes	7.7	13.9	21.6
	9-11 personnes	5.2	14.0	19.2
	12 personnes et plus	8.5	9.7	18.2
Terciles de pauvreté³⁹	Pauvres	16.8	7.7	24.5
	Moyens	4.5	16.5	21.0
	Plus nantis	2.9	12.7	15.6
Part moyenne de l'alimentation dans les dépenses globales		52.0	53.9	53
Part des dépenses en riz dans les dépenses globales		31.8	26.4	29.1
Part des dépenses en riz dans les dépenses alimentaires		52.3	29.7	46.0

³⁹ Il s'agit de la pauvreté non monétaire basée sur l'indice de richesse. L'indice de riche est calculé sur la base des résultats issus de l'analyse en composante principale qui intègre les variables suivantes : Radio, téléphone, charua, charrette, bicyclette, moto, cadeira (1 si le ménage possède et 0 sinon) ; les caractéristiques du toit et du sol de l'habitation du ménage ainsi que les sources d'approvisionnement en eau en saison sèche et en saison de pluie. Pour plus d'information sur l'indice de richesse, consultez <http://www.measuredhs.com/pubs/pdf/CR6/CR6.pdf>. Ensuite la variable de synthèse obtenue (facteur) a été ordonnée en 3 groupes de même taille, chaque groupe constitue 33% de l'échantillon.

9.1.5 Stratégies de survie

Les difficultés d'accès aux aliments conduisent généralement les ménages les plus pauvres à recourir à un certain nombre de stratégies de survie pour leur alimentation. Certaines de ces stratégies permettent d'améliorer à court terme la sécurité alimentaire du ménage mais peuvent se révéler à long terme négatives. L'enquête a permis de collecter des données sur certaines stratégies développées par les ménages au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête (couvrant ainsi une partie de la période de soudure en Guinée Bissau). Le tableau ci-dessous présente les résultats suivant le niveau d'insécurité alimentaire des ménages et permet d'observer que les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère ont systématiquement eu recours à ces stratégies. Il apparaît que la réduction des quantités consommées par les adultes au profit des enfants est la stratégie la plus utilisée par les ménages ruraux Bissau Guinéens (environ 6 ménages sur deux). Cette proportion atteint 6 ménages sur deux parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère. Le recours à une telle forme de stratégie peut contribuer à affaiblir les membres adultes du ménage et réduire en conséquence leur productivité et leur capacité à se procurer de la nourriture. Le recours à la consommation d'aliments moins préférés a été également très intense par l'ensemble des ménages (59%) mais davantage plus encore pour les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère (79%).

En définitive, on peut noter que le recours à ces stratégies sur la période considérée a été très intensif par l'ensemble des ménages mais davantage encore plus pour les ménages en insécurité alimentaire sévère. Ce qui montre qu'il y a de réelles difficultés d'accès à la nourriture en milieu rural Bissau Guinéen et en particulier pendant la période de soudure.

Tableau 13: Stratégies de survie développées par les ménages

Stratégies de survie	Insécurité alimentaire (% ayant utilisé au moins une fois au cours des 30 derniers jours)			
	Severe	Modérée	En sécurité alimentaire	Ensemble
Consommation d'aliments moins préférés	78.6%	57.5%	57.2%	59.0%
Dépendre de l'aide de la famille ou des amis	67.2%	49.3%	51.2%	52.3%
Réduire les quantités consommées au cours des repas	69.8%	51.7%	51.6%	53.1%
Réduire la quantité consommée par les adultes au profit des enfants	72.1%	55.2%	59.6%	60.1%
Réduire le nombre de repas par jour	66.0%	50.7%	51.4%	52.5%

10 FACTEURS DE RISQUE D'INSECURITE ALIMENTAIRE EN GUINEE BISSAU

Les causes de l'insécurité alimentaire en milieu rural en Guinée Bissau sont complexes et peuvent être scindées en deux catégories comme dans la plupart des pays de la sous région : les causes structurelles et les causes conjoncturelles. En raison de la persistance des causes structurelles dans le temps et de la forte occurrence des chocs conjoncturels, la délimitation entre les deux catégories n'est pas souvent claire.

Les causes structurelles

➤ *Une instabilité politique chronique déstabilisante*

A l'évidence, l'instabilité politique constitue un facteur déstabilisant pour le progrès social et économique en Guinée Bissau. Il en résulte un défaut d'investissement dans les secteurs socio économiques clés et la mise en œuvre des réformes nécessaires pour lutter efficacement contre la pauvreté et améliorer le bien-être social des populations.

- *L'accès des ménages ruraux largement influencé par la pauvreté et les termes de l'échange noix de cajou/riz⁴⁰*
- **Des infrastructures routières inexistantes ou en mauvais état**

La faible densité en infrastructure routière et leur mauvaise qualité entravent la commercialisation des produits ruraux et privent ainsi les producteurs d'accès à des marchés plus rémunérés. Cette situation multiplie le nombre de collecteurs intermédiaires avec des incidences négatives sur les prix au producteur. Selon le rapport du CILSS/CSAO sur le profil de sécurité alimentaire en Guinée Bissau, sur 2755 km de routes, seulement 770 km sont goudronnés (d'après la Direction Générale des Ponts et Routes : DGEP). Les difficultés d'accès combinées au manque d'infrastructure de stockage aussi bien sur les marchés locaux, hebdomadaires (les lumus) que de Bissau handicapent l'écoulement des produits agricoles.

Causes conjoncturelles

L'effet cumulé des chocs successifs a entraîné une diminution drastique des revenus agricoles et précipité beaucoup de ménages dans la précarité et l'insécurité alimentaire. Les améliorations constatées au cours des ces deux dernières années ne suffisent pas malheureusement à inverser complètement la tendance et une part importante de la population continuera à faire face à des problèmes d'insécurité alimentaire en particulier des difficultés aiguës d'accès à la nourriture pendant la période de soudure.

- La crise de commercialisation de cajou durant les campagnes de 2006 et 2007

La baisse drastique des prix aux producteurs induite par la décision de contrôler les prix en 2006 et ses répercussions sur la campagne suivante ont entraîné une baisse importante de revenu des ménages et a eu des répercussions sur les exploitations.

⁴⁰ Source : CILSS/CSAO : profil de sécurité alimentaire jusqu'en 2005/2006 ; complété par l'auteur à partir des données du Ministère du Commerce et de l'Industrie de la Guinée Bissau et des données sur les prix du riz collectées par le PAM depuis 2007

* malgré une augmentation des prix du riz en 2008, le prix au producteur de la noix de cajou a en même temps doublé passant de 150 F CFA le kg en 2007/2008 à 300 F CFA le kg en 2008/2009. Mais cela n'a pas suffi à rétablir l'équilibre paritaire de 1 kg de noix de cajou pour un kg de riz. La rechute du prix au producteur de 38% l'année suivante (le prix au producteur se situait à 186 F CFA le kg) a complètement enrayé cette tendance et ramener les termes de l'échange presque au même niveau que les années de crise à 2 kg de noix de cajou contre 1 kg de riz. Enfin il faut noter qu'il s'agit des prix du riz importé à Bissau puisque les informations sur les prix n'existent pas au niveau régional.

NB : Pour les termes de l'échange huile de palme riz, les données proviennent du PAM

➤ La crise alimentaire mondiale de 2008

Le pays n'a pas été épargné par la crise alimentaire de 2008 avec une flambée sur les prix des denrées alimentaires de base. Selon la FAO, en septembre 2008, les prix du riz importé étaient de 68% supérieurs à ceux de la même période de l'année d'avant. Cette augmentation, combinée à la baisse des revenus en chute libre, a fait basculer un grand nombre de la population en insécurité alimentaire⁴¹

➤ La crise économique et financière de 2009

En pourcentage du PIB (9.1%), la Guinée Bissau serait le troisième pays en 2009 à recevoir le plus de transferts d'argent des migrants derrière le Lesotho (25%), le Togo (10,3%), le Cap Vert (9.1%)⁴². Cette situation confère au pays une grande vulnérabilité par rapport aux chocs exogènes affectant les pays d'accueil de migrants Bissau Guinéens. Selon le rapport annuel de la zone franc de 2009, les transferts privés provenant des migrants Bissau-guinéens établis à l'étranger ont reculé de 10.5% reflétant la dégradation de la conjoncture économique mondiale.

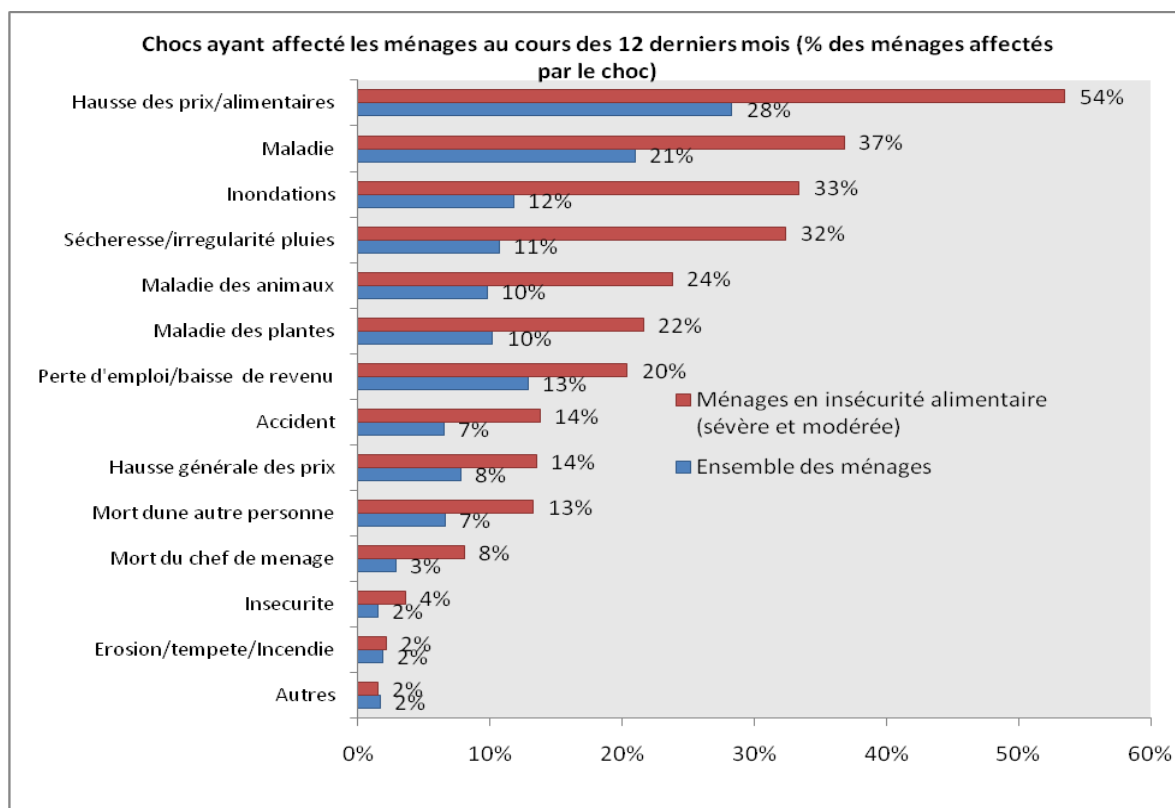
➤ Autres chocs conjoncturels

L'analyse des données a permis d'identifier les principaux chocs qui ont affecté les ménages au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête. Si l'on considère les résultats sur l'ensemble des ménages ruraux Guinéens, la hausse des prix des denrées alimentaires (28%); la maladie (21%); la perte de revenu et d'emploi (13%); les inondations (12%); la sécheresse/irrégularité des pluies (11%); la maladie des animaux (10%); la maladie des plantes (10%) ont été les plus cités par les ménages. Les ménages les plus vulnérables ont été particulièrement les plus affectés par ces chocs. Par exemple, plus d'un ménage sur deux (54%) en insécurité alimentaire sévère ou modéré ont déclaré la hausse des prix des denrées alimentaires comme l'un des chocs les plus importants qui ont affecté leur situation alimentaire au cours des 12 derniers mois. Environ 37% ont cité la maladie, 33% ont cité les inondations, 32% la sécheresse/ irrégularité des pluies tandis que 24% ont cité la maladie des animaux; 22% la maladie des plantations; 20% la perte d'emploi et ou la perte de revenu.

⁴¹ FAO/ISFP

⁴² Source : Banque Mondiale

Graphique 17: Chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers jours



Ces résultats montrent que, outre les problèmes structurels qui affectent négativement les conditions de vie des populations rurales Bissau Guinéennes depuis plusieurs décennies, des chocs conjoncturels récents ont contribué à exacerber la situation en particulier pour les ménages le plus pauvres vulnérables. En conséquence, l'effet cumulé de ces chocs continuera à avoir des répercussions négatives sur leur sécurité alimentaire dans les prochains mois si des actions de réhabilitation appropriées ne sont pas mises en œuvre.

11 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'analyse de la situation alimentaire des ménages ruraux en Guinée Bissau à partir des données de l'enquête montre que l'insécurité alimentaire reste persistante en particulier dans les couches de la population les plus pauvres. Environ 20% de la population rurale souffre d'insécurité alimentaire dont 8% de façon sévère. Ce qui représente 179.000 personnes (dont 70.000 personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère). Globalement les régions les plus touchées sont celles de Quinara, de Bolama, de Oio, de Cacheu et de Biombo qui sont les plus affectées. En particulier, l'insécurité alimentaire sévère affecte davantage les régions de Quinara, de Bolama, de Oio et de Biombo.

En dépit d'un manque d'informations strictement comparables pour apprécier l'évolution de la situation alimentaire dans le pays ; le recouplement des analyses sur la base des données secondaires existantes montre que les efforts de redressement et le retour de la croissance ne se sont pas encore pour l'instant traduits en termes d'améliorations significatives de la sécurité alimentaire des ménages ruraux. Les effets cumulés des différents chocs et la forte dépendance de l'économie rurale de la production de cajou au détriment des cultures céréalières ont contribué à détériorer la situation alimentaire des ménages les plus pauvres. A titre illustratif, si on se base sur le rapport d'analyse du suivi de la sécurité alimentaire établi en 2008 sur la base d'une méthodologie similaire, la proportion de pauvre parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère est passée de 58% (en octobre/novembre 2008) à 69% pratiquement à la même période en 2010.

Les catégories socio professionnelles les plus touchées sont les ménages dont le chef est une femme ; les ménages dont le chef est sans niveau d'instruction, les ménages les plus pauvres, les ménages de petite taille manquant de forces de travail. Les groupes de moyens de subsistance les plus affectés sont ceux qui dépendent de la chasse et de la cueillette, de la production d'huile de palme, du petit commerce ou des transferts d'argent. Les ménages dont l'artisanat constitue la principale source de revenu, les producteurs mixtes de céréales et de cajou, les travailleurs journaliers ou encore les mono cultivateurs de cajou figurent parmi les groupes de moyens de subsistance les plus affectés. Plus spécifiquement, l'insécurité alimentaire sévère prédomine parmi les ménages qui dépendent de la production d'huile de palme, de la chasse et cueillette du petit commerce et de l'artisanat. S'il est possible que ces résultats soient influencés par la période pendant laquelle l'enquête a eu lieu qui correspond à celle des récoltes de céréales, la diversité des groupes de moyens de subsistance affectés par l'insécurité alimentaire traduit le caractère généralisé de l'insécurité alimentaire dans le pays.

Au regard de la complexité et de l'interaction entre les causes de l'insécurité alimentaire dans le pays, les programmes d'intervention doivent combiner à la fois des interventions de court terme et de long et moyen terme.

Les interventions de court terme : Même si la situation alimentaire ne requiert pas une aide alimentaire d'urgence, l'assistance alimentaire reste un outil d'intervention pertinente selon des modalités et des groupes spécifiques bien ciblés. A cet égard les activités prévues dans l'actuel programme devraient être continuées mais redessinées suivant les zones géographiques identifiées comme les plus affectées par l'insécurité alimentaire dans le pays. En particulier celles destinées à la réhabilitation et à la création d'actifs pour permettre aux ménages d'atténuer les effets des chocs et d'améliorer l'accès alimentaire. Etant donné, que les problèmes alimentaires dans le pays sont à la fois liés à l'insuffisance de la production céréalière et le faible pouvoir d'achat, la combinaison de plusieurs outils d'intervention est primordiale. **Les activités de food for work ou de food for training** restent des options de réponses appropriées tenant compte de la période, de la zone géographique et du groupe de moyens de subsistance. Elles peuvent contribuer à lutter contre la dégradation de l'environnement qui affecte la productivité agricole comme la salinisation, la fertilité des sols, la construction des pistes rurales des ouvrages agricoles ou de leur maintenance. ***Les programmes de food for training pourraient cibler les groupements féminins pour accroître la productivité agricole et le développement d'activités de transformation.***

Il est également établi que les ménages de petite taille sont généralement plus affectés par l'insécurité alimentaire en raison entre autre du manque de force de travail. Pour ce groupe spécifique qui ne peut pas participer à des programmes à haute intensité de main d'œuvre, des programmes de vivres contre formation pourraient être envisagés à des moments précis de l'année notamment pendant la période de soudure et les périodes de trêve agricole.

En outre, étant donné qu'à certaines périodes de l'année, les problèmes alimentaires sont plus liés à des difficultés d'accès qu'à des problèmes de disponibilité, envisager **des programmes de transfert monétaire conditionnel ou non conditionnel** suivant le cas pourrait contribuer à améliorer à la fois l'accès alimentaire des ménages et inciter la production locale. Le manque de débouché lié à l'enclavement et des prix aux producteurs trop faibles étant l'une des causes du désintéressement des paysans des cultures vivrières locales. **Les programmes d'alimentation scolaire** constituent des filets sociaux importants pour accroître le taux de scolarisation et contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire dans le court terme mais également au développement du pays à plus long terme. Ils constituent de ce fait un axe d'intervention pertinente notamment dans les régions à faible taux de scolarisation et à fort taux d'insécurité alimentaire.

Enfin, les activités d'intervention nutritionnelle restent pertinentes pour la prise en charge et la prévention de la malnutrition aussi bien des enfants de moins de 5 ans que des personnes vivant avec le VIH SIDA. Ce volet du programme peut être étoffé sur la base des résultats de l'enquête MICS actuellement en cours de traitement.

Les interventions de moyen et long terme.

Améliorer les conditions de vie, lutter contre la pauvreté et la faim en Guinée Bissau nécessite des réformes soutenues aussi bien sur le plan politique, économique que social.

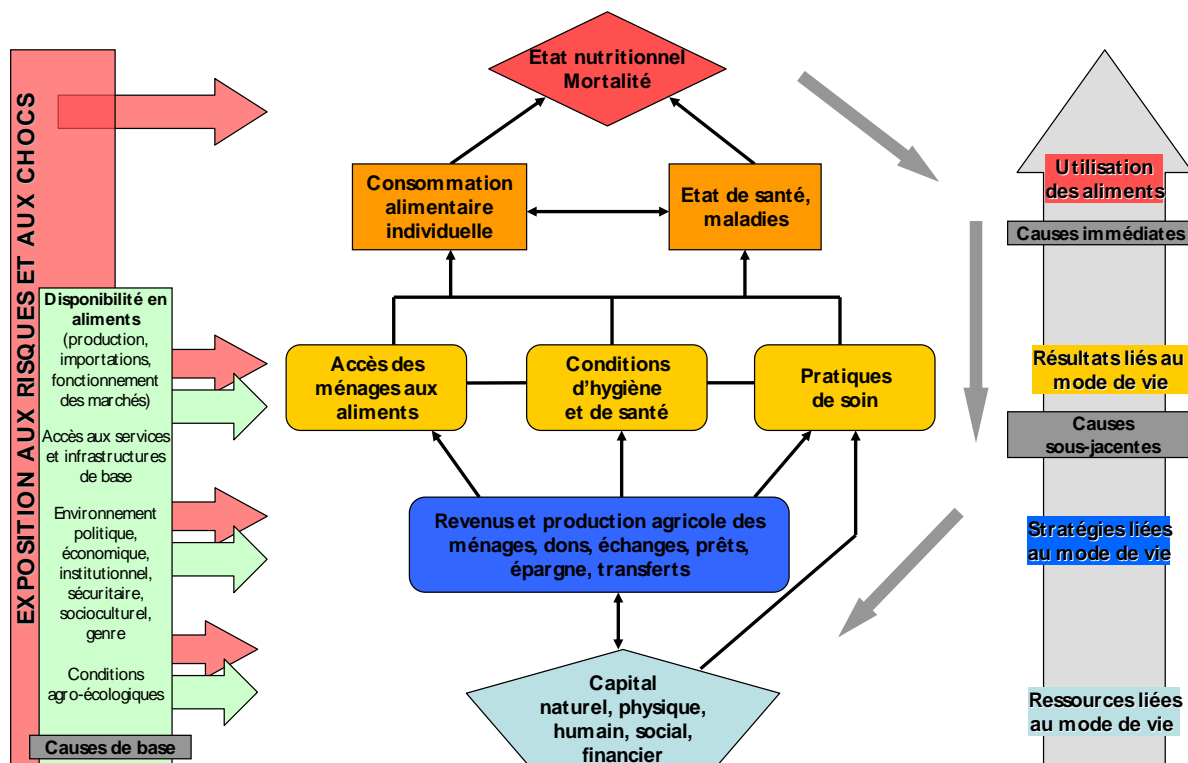
Comme stipulé dans la stratégie de réduction de la pauvreté, accroître la bonne gouvernance, la modernisation de l'administration publique ainsi que la stabilité macro économique sont des fondamentaux indispensables pour le progrès social. En particulier, en ce qui concerne les groupes vulnérables, les interventions dans ce domaine doivent s'articuler autour du pilier n°4 « **relever le niveau de vie des groupes vulnérables** ». Pour atteindre ces objectifs, il est clair que le secteur agricole doit constituer une priorité majeure. Comme le montre les résultats de l'analyse, la désorganisation du secteur de production de cajou et des principaux produits vivriers et de rente constitue une perte de revenus agricoles importante dans le pays. Au-delà des investissements nécessaires dans les infrastructures pour désenclaver les zones rurales, améliorer l'accès aux services de l'éducation et de la santé, le PAM peut jouer un rôle catalyseur dans la relance du secteur agricole vivrier en procédant à **des programmes d'achat pour le progrès P4P** dans les zones de production favorables. Le renforcement des capacités constitue également un axe d'intervention stratégique important sur lequel le PAM peut également axer sa stratégie d'intervention couvrant ses domaines d'intervention comme l'analyse des marchés, le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire, l'éducation, la nutrition ou encore le développement rural.

Enfin, en raison du manque d'informations sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays de même que sur les marchés, **la relance ou le renforcement des activités de suivi de la situation alimentaire mises en œuvre par le PAM et le Gouvernement mais interrompues doit être** initiée pour permettre de disposer d'informations à jour. Pour couvrir des thématiques variées dans le cadre de ce suivi de la sécurité alimentaire dans le pays, il est nécessaire qu'une collaboration entre l'UNICEF la FAO et le PAM soit initiée autour du ministère de tutelle.

12 ANNEXE

Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Cadre Conceptuel de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle



Source : OMXF, Programme Alimentaire Mondial, 2008

Tableau 14: Matrice de validation du score de consommation alimentaire comme proxy de l'insécurité alimentaire

		Correlations					
		FOOD CONSUMPTION SCORE	Reduced Coping Strategy Index	DEPENSES TOTALES PAR MOIS	Revenu total du ménage	Part des depépenses en riz dans les dépenses alimentaires	Facteur1 indice de richesse
FOOD CONSUMPTION SCORE	Pearson	1	-.087**	.103**	.036*	-.142**	.130**
	Correlation						
	Sig. (2-tailed)		.000	.000	.047	.000	.000
	N	3242	3242	3234	3119	3176	3242
Reduced Coping Strategy Index	Pearson	-.087**	1	-.044*	-.093**	.062**	-.200**
	Correlation						
	Sig. (2-tailed)	.000		.011	.000	.000	.000
	N	3242	3242	3234	3119	3176	3242
DEPENSES TOTALES PAR MOIS	Pearson	.103**	-.044*	1	.015	.068**	.026
	Correlation						
	Sig. (2-tailed)	.000	.011		.405	.000	.137
	N	3234	3234	3234	3111	3171	3234
Revenu total du ménage	Pearson	.036*	-.093**	.015	1	-.028	.171**
	Correlation						
	Sig. (2-tailed)	.047	.000	.405		.125	.000
	N	3119	3119	3111	3119	3056	3119
Part des depépenses en riz dans les dépenses alimentaires	Pearson	-.142**	.062**	.068**	-.028	1	-.111**
	Correlation						
	Sig. (2-tailed)	.000	.000	.000	.125		.000
	N	3176	3176	3171	3056	3176	3176
Facteur1 indice de richesse	Pearson	.130**	-.200**	.026	.171**	-.111**	1
	Correlation						
	Sig. (2-tailed)	.000	.000	.137	.000	.000	
	N	3242	3242	3234	3119	3176	3242

Correlations

		FOOD CONSUMPTION SCORE	Reduced Coping Strategy Index	DEPENSES TOTALES PAR MOIS	Revenu total du ménage	Part des depenses en riz dans les depenses alimentaires	Facteur1 indice de richesse
FOOD CONSUMPTION SCORE	Pearson Correlation	1	-.087**	.103**	.036*	-.142**	.130**
	Sig. (2-tailed)		.000	.000	.047	.000	.000
	N	3242	3242	3234	3119	3176	3242
Reduced Coping Strategy Index	Pearson Correlation	-.087**	1	-.044*	-.093**	.062**	-.200**
	Sig. (2-tailed)	.000		.011	.000	.000	.000
	N	3242	3242	3234	3119	3176	3242
DEPENSES TOTALES PAR MOIS	Pearson Correlation	.103**	-.044*	1	.015	.068**	.026
	Sig. (2-tailed)	.000	.011		.405	.000	.137
	N	3234	3234	3234	3111	3171	3234
Revenu total du ménage	Pearson Correlation	.036*	-.093**	.015	1	-.028	.171**
	Sig. (2-tailed)	.047	.000	.405		.125	.000
	N	3119	3119	3111	3119	3056	3119
Part des depenses en riz dans les depenses alimentaires	Pearson Correlation	-.142**	.062**	.068**	-.028	1	-.111**
	Sig. (2-tailed)	.000	.000	.000	.125		.000
	N	3176	3176	3171	3056	3176	3176
Facteur1 indice de richesse	Pearson Correlation	.130**	-.200**	.026	.171**	-.111**	1
	Sig. (2-tailed)	.000	.000	.137	.000	.000	
	N	3242	3242	3234	3119	3176	3242

** . Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

* . Correlation is significant at the 0.05 level (2-tailed).

Tableau 15: Evolution des exportations de cajou non transformé en tonnes

Années	Quantité exportée en tonnes
1994	30 961
1995	28 383
1996	38 580
1997	57 870
1998	24 818
1999	62 224
2000	72 720
2001	78 000
2002	72 800
2003	75 000
2004	93 200
2005	96 100
2006	92 300
2007	96 117
2008	109 619
2009	135 708
2010	122 349

Source : Ministère du commerce, de l'industrie, du tourisme et de l'artisanat / Commission nationale de cajou

Tableau 16: Répartition du Taux Brut de Scolarisation par région, par niveau et par sexe (2009/2010)

Region	1ère	2è	3è	4è	5è	6è	Total
SAB	74.89%	71.63%	74.07%	75.56%	74.57%	78.30%	74.81%
Garçons	75.40%	70.34%	73.13%	73.56%	78.18%	80.22%	75.10%
Filles	74.42%	72.80%	74.85%	77.23%	71.59%	76.67%	74.57%
Bafatá	166.53%	115.32%	101.84%	96.16%	39.51%	34.65%	96.82%
Garçons	162.98%	114.98%	102.26%	92.01%	45.53%	42.58%	97.75%
Filles	170.13%	115.66%	101.41%	100.41%	33.44%	27.11%	95.89%
Biombo	189.24%	152.74%	132.89%	144.88%	122.54%	117.09%	144.05%
Garçons	188.49%	152.21%	127.62%	143.43%	124.22%	121.14%	143.44%
Filles	190.02%	153.24%	138.35%	146.36%	120.79%	112.54%	144.69%
Bolama/Bijagós	197.18%	147.48%	116.99%	120.43%	80.40%	75.80%	123.27%
Garçons	199.89%	152.96%	120.85%	119.99%	95.42%	80.37%	128.20%
Filles	194.52%	141.53%	112.70%	120.91%	66.40%	70.68%	118.10%
Cacheu	174.61%	121.88%	101.75%	104.59%	74.62%	65.49%	108.99%
Garçons	171.62%	127.06%	104.96%	109.75%	77.78%	74.16%	112.20%
Filles	177.81%	116.59%	98.32%	99.26%	71.03%	55.66%	105.55%
Gabu	132.04%	101.39%	69.25%	76.36%	27.39%	26.56%	76.61%
Garçons	133.01%	103.35%	67.82%	67.10%	29.53%	28.74%	75.95%
Filles	131.08%	99.47%	70.67%	85.73%	25.25%	24.43%	77.28%
Oio	126.46%	95.03%	69.14%	66.64%	47.58%	39.05%	76.42%
Garçons	137.32%	104.17%	77.86%	74.09%	61.73%	49.38%	86.17%
Filles	115.33%	84.88%	59.56%	58.37%	32.12%	27.81%	65.83%
Quínara	201.69%	138.93%	86.19%	113.76%	56.61%	68.53%	113.10%
Garçons	209.50%	147.78%	91.23%	119.07%	67.43%	81.17%	120.27%
Filles	193.58%	130.01%	80.39%	107.40%	43.79%	54.16%	105.11%
Tombali	220.04%	139.26%	104.61%	93.84%	63.99%	54.56%	116.20%
Garçons	219.01%	135.72%	111.02%	98.61%	77.19%	70.82%	121.81%
Filles	221.11%	143.26%	98.23%	88.81%	49.85%	37.42%	110.27%
Guinée-Bissau Garçons	146.14%	109.75%	89.28%	89.63%	67.07%	64.62%	96.12%
Guinée-Bissau Filles	141.57%	104.34%	84.82%	89.38%	54.73%	51.48%	89.60%
Guinée-Bissau Total	143.85%	107.04%	87.05%	89.50%	60.89%	58.05%	92.85%

Source : Ministère de l'éducation

Tableau 19: Stratégies développés par les ménages au cours des 30 derniers précédant l'enquête par région

Régions	Consommation d'aliments moins préférés	Dépendre de l'aide de la famille ou des amis	Réduire les quantités consommées au cours des repas	Réduire la quantité consommée par les adultes au profit des enfants	Réduire le nombre de repas par jour
Tombali	38.2%	47.6%	63.8%	58.9%	65.7%
Quinara	78.5%	48.6%	69.6%	64.6%	49.2%
Oio	60.7%	55.8%	61.7%	67.8%	67.1%
Biombo	98.9%	76.7%	58.5%	73.3%	58.1%
Bolama	92.1%	87.7%	86.0%	85.1%	84.2%
Bafata	50.0%	47.0%	35.7%	58.0%	35.7%
Gabu	49.9%	49.9%	40.3%	43.0%	41.9%
Cacheu	54.2%	40.7%	52.5%	57.5%	47.2%
Total	59.0%	52.3%	53.1%	60.1%	52.5%

Tableau 20: Population en insécurité alimentaire en milieu rural selon les régions

Région	Pop Rurale	Taille moyenne des ménages	Taux d'insécurité alimentaire sévère	Taux d'insécurité alimentaire modérée	Taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée	Pop en insécurité alimentaire sévère	Population en insécurité alimentaire modérée	Population en insécurité alimentaire sévère et modérée
Tombali	78122	8	4%	10%	14%	3,047	7,812	10,859
Quinara	48475	8	28%	19%	47%	13,379	9,356	22,735
Oio	182352	10	11%	14%	25%	20,788	25,347	46,135
Biombo	82009	12	11%	8%	19%	9,103	6,397	15,500
Bolama	23306	6	21%	9%	30%	4,918	2,051	6,968
Bafata	162034	11	3%	11%	13%	4,051	17,014	21,064
Gabu	154397	10	3%	12%	15%	4,478	18,682	23,160
Cacheu	145002	9	7%	15%	22%	9,860	21,315	31,175
Total	875697	10	8%	12%	20%	70,056	108,586	178,642

Tableau 21: Chocs et insécurité alimentaire (% de ménages affectés par les différents chocs)

Chocs	Severe	Modere	En securite alimentaire	Total
Hausse des prix des denrees alimentaires	27.9%	25.6%	28.7%	28.3%
Maladie	19.1%	17.7%	21.8%	21.0%
Perte d'emploi/baisse de revenu	10.7%	9.7%	13.7%	12.9%
Inondations	18.7%	14.7%	10.7%	11.8%
Sécheresse/irregularité des pluies	19.9%	12.5%	9.6%	10.7%
Maladie des plantes	10.7%	10.9%	10.0%	10.2%
Maladie des animaux	13.4%	10.4%	9.4%	9.8%
Hausse générale des prix	6.5%	7.0%	8.1%	7.8%
Mort d'une autre personne	6.8%	6.5%	6.6%	6.6%
Accident	7.3%	6.5%	6.4%	6.5%
Mort du chef de ménage	4.6%	3.5%	2.6%	2.9%
Erosion/tempete/Incendie	0.8%	1.4%	2.0%	1.9%
Insecurite	1.9%	1.7%	1.4%	1.5%
Autres	1.2%	0.5%	1.7%	1.5%

Tableau 22: Principaux chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers mois par région

Chocs ayant affecté les ménages au cours des 12 derniers mois	Régions								Total
	Tombali	Quinara	Oio	Biombo	Bolama	Bafata	Gabu	Cacheu	
Sécheresse	0.0%	45.3%	0.1%	0.4%	0.0%	1.4%	1.4%	0.9%	3.2%
Inondations	1.0%	17.1%	18.9%	33.0%	0.9%	6.1%	5.2%	12.1%	11.8%
Pluies irrégulières	7.4%	18.8%	10.3%	1.5%	0.0%	7.3%	5.5%	7.0%	7.5%
Erosions	0.3%	0.6%	1.2%	0.4%	0.9%	0.0%	0.7%	0.0%	0.5%
Tempêtes	1.6%	0.0%	0.6%	1.1%	0.0%	0.2%	1.2%	0.5%	0.7%
Maladies des plantes	4.9%	2.2%	27.3%	2.2%	1.8%	4.8%	3.2%	13.0%	10.2%
Maladie des animaux	13.3%	10.5%	17.0%	6.7%	28.1%	5.7%	7.8%	3.2%	9.8%
Hausse des prix des articles	2.3%	6.6%	4.4%	10.4%	1.8%	3.2%	9.3%	18.2%	7.8%
Hausse des prix des denrées alimentaires	14.6%	27.1%	13.3%	51.1%	49.1%	21.2%	35.5%	38.6%	28.3%
Perte d'emploi	2.6%	0.0%	1.3%	18.1%	0.9%	0.5%	0.4%	1.1%	2.4%
Diminution des recettes	7.8%	2.2%	10.0%	12.2%	1.8%	8.2%	13.9%	15.1%	10.5%
Maladie temporaire	6.8%	7.7%	6.9%	15.9%	24.6%	25.9%	25.8%	24.9%	18.0%
Maladie chronique	1.3%	1.1%	1.3%	11.1%	7.0%	3.9%	3.0%	1.1%	3.0%
Accident	0.3%	5.5%	0.4%	10.4%	0.9%	2.3%	0.4%	0.4%	1.9%
Mort du chef de ménage	2.9%	0.6%	2.8%	9.6%	2.6%	1.4%	1.1%	3.9%	2.9%
Autre mort	1.6%	0.0%	2.4%	2.2%	3.5%	0.7%	1.1%	0.5%	1.4%
Desaparecimento dos percuso	0.3%	0.6%	2.5%	0.7%	0.0%	2.3%	15.3%	5.3%	4.6%
Insecurite	1.0%	3.3%	0.9%	0.4%	6.1%	0.7%	2.5%	1.2%	1.5%
Prix eleve de mao de obra	0.0%	0.0%	1.0%	0.4%	0.0%	0.4%	2.9%	0.7%	0.9%
Incendie	0.6%	1.7%	0.9%	0.7%	0.0%	0.5%	0.7%	0.4%	0.7%
Baisse des prix au producteurs	0.0%	0.0%	1.0%	1.5%	0.9%	0.2%	0.9%	0.2%	0.6%

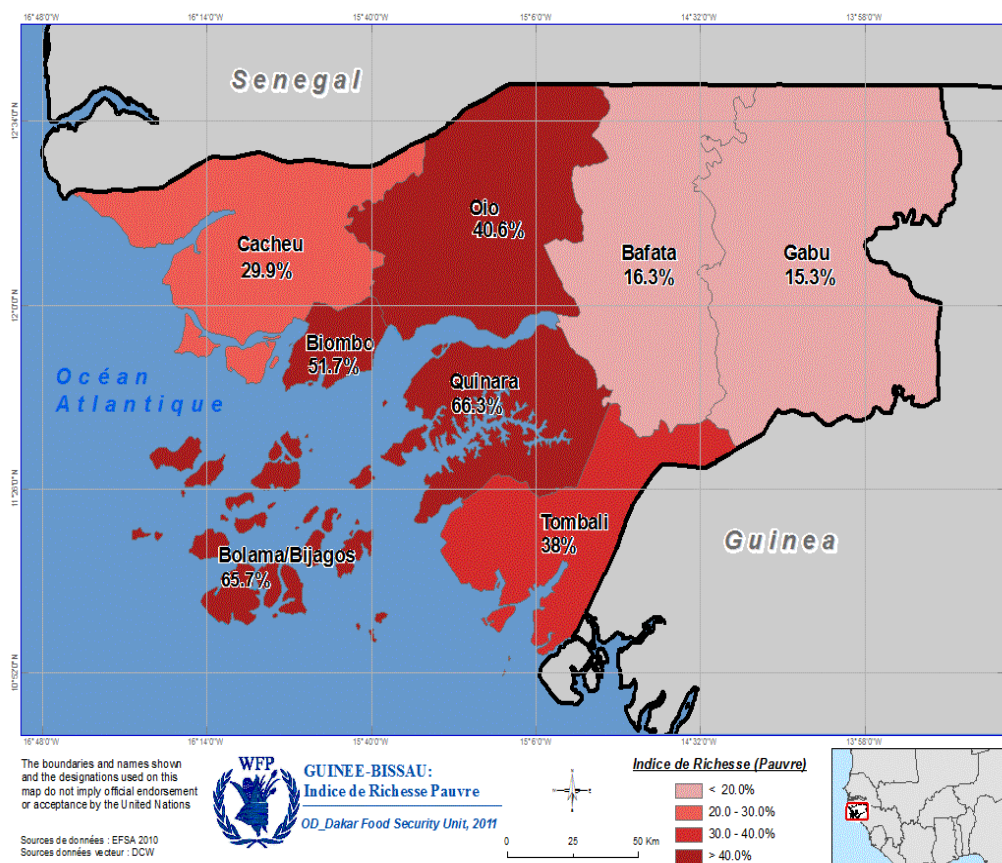
Tableau 23: Distribution des terciles d'indice de richesse selon les régions

Régions	Pauvre	Moyen	Nantis	Total
Tombali	38.0%	37.0%	24.9%	100.0%
Quinara	66.3%	22.7%	11.0%	100.0%
Oio	40.6%	37.9%	21.5%	100.0%
Biombo	51.7%	29.6%	18.7%	100.0%
Bolama	65.7%	19.4%	14.8%	100.0%
Bafata	16.3%	33.5%	50.2%	100.0%
Gabu	15.3%	27.4%	57.3%	100.0%
Cacheu	29.9%	38.7%	31.4%	100.0%
Total	33.1%	33.2%	33.7%	100.0%

Tableau 24: Distribution des terciles d'indice de richesse selon les groupes de moyens de subsistance

Groupes de moyens de subsistance	Pauvre	Moyen	Nantis	Total
Production huile de palme	43.3%	43.3%	13.3%	100.0%
Petit commerce	39.6%	27.8%	32.7%	100.0%
Chasse/cueillette	39.5%	31.6%	28.9%	100.0%
Pêche	37.5%	34.5%	28.0%	100.0%
Elevage	35.6%	35.6%	28.9%	100.0%
Mono culture de cajou	34.2%	31.9%	33.9%	100.0%
Cultivateurs mixte	32.7%	33.2%	34.1%	100.0%
Mono culture de céréales	32.0%	39.3%	28.7%	100.0%
Salarie/contractuel	31.5%	33.3%	35.2%	100.0%
Artisanat	30.8%	28.8%	40.4%	100.0%
Transfert d'argent	29.2%	31.2%	39.6%	100.0%
Travail journalier	28.0%	32.2%	39.8%	100.0%
Commerce	20.5%	38.6%	40.9%	100.0%
Total	33.1%	33.0%	34.0%	100.0%

Carte 3: Distribution géographique de l'indice de richesse (% de ménages dans le 1^{er} terciles par région)



Graphique 18: Répartition des ménages suivant l'indice de richesse par région

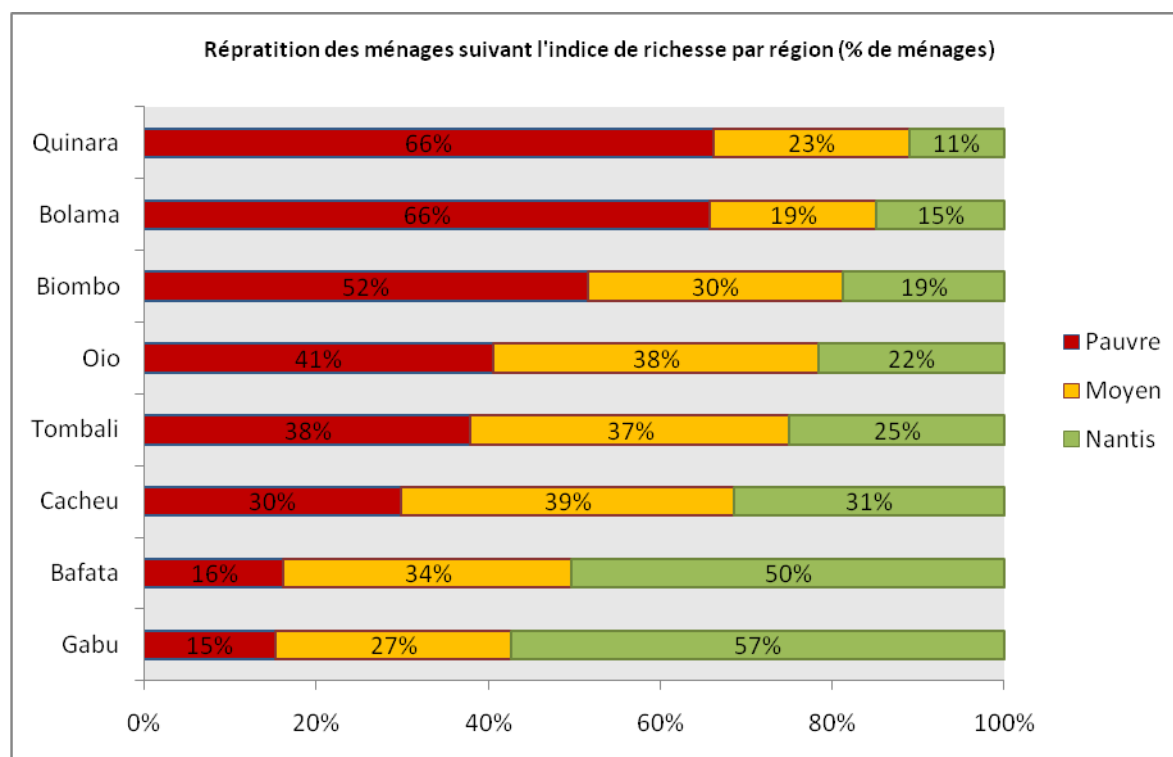


Tableau 25: Répartition des dépenses selon le niveau d'insécurité alimentaire des ménages

Répartition des dépenses	Part des dépenses alimentaires dans les dépenses globales	Part des dépenses en riz dans les dépenses globales	Part des dépenses en riz dans les dépenses alimentaires	Part des dépenses d'éducation dans les dépenses totales	Part des dépenses de santé dans les dépenses globales	Part des dépenses de cérémonies dans les dépenses globales
Sévère	54%	34%	64%	2%	5%	7%
Modérée	55%	31%	56%	2%	6%	8%
En sécurité alimentaire	56%	26%	46%	1%	5%	7%
Ensemble	57%	28%	50%	2%	5%	8%

13 REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- CILSS, FAO, WFP, FEWS NET, mars 2010:* *Sécurité alimentaire et commerce transfrontalier en Afrique de l'Ouest: cas du bassin ouest (Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Mali, Mauritanie, Sénégal)*
- CSAO-CILSS, 2008 :* *Profil de sécurité alimentaire en Guinée Bissau*
- IMF, December 2010 :* *Poverty Reduction Strategy Paper- second annual progress report (Guinea Bissau)*
- INE, décembre 2002:* *Evaluation de la pauvreté en Guinée Bissau (ILAP1)*
- MADR-DSEA/PAM, Octobre 2008 :* *Système de suivi de la sécurité alimentaire*
- Ministère de l'économie, UNICEF et al : 2006* *Enquête par grappes à indicateurs multiples*
- Ministère de l'éducation nationale/ UNESCO, Juin 2009 :* *Eléments de diagnostic du système éducatif Bissau Guinéen*
- PAM, Juin 2005 :* *Etude sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Guinée Bissau*
- PAM, May 2010 :* *Secondary data analysis*
- RONGEAD, 2010 :* *Le marché international de l'anarcade en 2010*
- UNICEF, décembre 2008 :* *Enquête nutritionnelle SMART*
- Union Européenne, décembre 2007 :* *Document de stratégie de pays et programme indicatif national pour la période 2008-2013*



Programme Alimentaire Mondial

vam

analyse de la sécurité alimentaire